

À Sde Teiman, un Guantanamo à l'israélienne

La Cour suprême d'Israël examine une requête d'ONG contre la détention de Palestiniens dans des camps militaires où ils sont torturés. **P. 13**



OLIVIER CHAS BENOÎTE

Derrière l'or blanc, la fièvre consommériste

Le projet d'extraction de lithium dans l'Allier divise la population et cristallise l'opposition des associations environnementales. **P. 8**

MERCREDI 5 JUIN 2024. | N° 23956. | 2,70 € | www.humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS



ASSURANCE-CHÔMAGE LE COUP DE FORCE

La réforme portée par Gabriel Attal a déclenché l'ire des syndicats et des oppositions. Ce mercredi, l'Assemblée nationale doit examiner une proposition de loi visant à bloquer son application. **P. 2**

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 3,4 MAD



Assurance-chômage : le spectre de la précarisation pour tous

DROITS Ce mercredi 5 mai, une proposition de loi visant à stopper la prochaine réforme de l'indemnisation doit être examinée à l'Assemblée nationale. Syndicats et opposition accusent Emmanuel Macron de prendre pour cible l'ensemble du monde du travail.

Quarante-trois millions. Le chiffre a fait la une de l'actualité le 13 mars dernier, mais peu de commentateurs ont pris la mesure de ce que signifiait vraiment son énormité. Ce jour-là, France Travail (ex-Pôle emploi) a révélé avoir été touché par une cyberattaque d'ampleur, qui a disséminé dans la nature les données de personnes actuellement inscrites, mais également de celles qui y avaient pointé à un moment ou un autre, au cours des vingt dernières années. Soit 43 millions de personnes au total. « Ce chiffre dit quelque chose de la banalité de l'expérience du chômage, relève le sociologue Mathieu Grégoire. On pense souvent que cette situation n'est réservée qu'aux autres. Même si, statistiquement, les ouvriers ont plus de chances d'être au chômage que les cadres, gardons à l'esprit que les réformes de l'assurance-chômage concernent toute la population salariée, dans sa diversité. »

C'est au nom de cette réalité difficilement contestable que les opposants à la dernière réforme de l'assurance-chômage tentent de battre la campagne. Le premier ministre, Gabriel Attal, a annoncé un nouveau tour de vis drastique : durcissement des conditions d'accès à l'indemnisation (il faudra avoir travaillé huit mois au cours des vingt derniers pour y avoir droit, contre six sur vingt-quatre actuellement) ; raccourcissement de la durée maximale d'indemnisation (quinze mois contre dix-huit actuellement) ; relèvement de l'âge à partir duquel la durée d'indemnisation s'allonge (57 ans contre 55 actuellement).

Selon les estimations de l'économiste Michaël Zemmour, les 3,6 milliards d'euros d'économies visées par la réforme seraient réalisées « grâce » à l'exclusion de 230 000 chômeurs de l'indemnisation. Soit 10 % de l'ensemble des privés d'emploi indemnisés chaque mois.

Comme souvent depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, la violence de sa politique provoque l'émergence d'alliances improbables. En l'occurrence, l'ensemble des syndicats, opposés à la réforme, ont trouvé un allié

dans l'Hémicycle, à travers le groupe parlementaire Liot. Constitué d'une vingtaine de députés centristes, ce dernier sert de plus en plus souvent de point de ralliement aux oppositions de tous bords, qui peuvent ainsi se retrouver sous une bannière moins « marquée » politiquement.

LE SYSTÈME FRANÇAIS S'ALIGNERAIT SUR LE « MODÈLE » ALLEMAND

Ce mercredi 5 mai, la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale examinera une proposition de loi (PPL) du groupe, visant à donner un coup d'arrêt à la politique macroniste en matière d'assurance-chômage. En 4 articles, la PPL torpille les fondements des dernières réformes, en supprimant le principe de contracyclicité (selon lequel les durées d'indemnisation varient en fonction du taux de chômage), tout en garantissant une durée d'indemnisation maximale de dix-huit mois.

« Le gouvernement va trop loin », justifie Bertrand Pancher, député Liot, autrefois à l'UMP, qui n'y va pas par quatre chemins pour caractériser la politique menée

par Emmanuel Macron. « Sous Nicolas Sarkozy, nous n'aurions pas fait le quart du dixième de ce que fait le gouvernement actuellement ! » nous confie-t-il avec humour. La proposition de loi doit être examinée en séance plénière le 13 juin, avec le soutien très probable de la gauche. Il reste à savoir comment le groupe LR se positionnera, mais Bertrand Pancher ré-
pète à qui veut l'entendre que la droite aurait tout intérêt à soutenir le texte, ne serait-ce que dans un intérêt électoral.

« J'espère que les députés LR vont comprendre que les seniors – c'est-à-dire en partie leurs électeurs –, seront les premières victimes de cette réforme », souligne-t-il (voir aussi témoignages page 4).

Les seniors ne seront pas les seuls frappés. Depuis 2023, le gouvernement a franchi un cap supplémentaire dans le démantèlement de l'assurance-chômage. Désormais, c'est l'ensemble des privés d'emploi qui se retrouve pris dans le collimateur à chaque réforme, sans distinction

d'âge ou de profil. « Jusqu'en 2023, les réformes concernaient un public très particulier, rappelle Mathieu Grégoire. Seules les personnes exerçant un emploi discontinu étaient concernées : en 2021, la modification du calcul du salaire journalier de référence (servant à calculer le montant de l'indemnisation – NDLR), par exemple, touchait surtout des salariés alternant périodes d'emploi et de chômage. » À l'époque, 1,1 million de salariés précaires avaient été frappés de plein fouet par le nouveau mode de calcul, pénalisant fortement les salariés ayant cumulé peu d'heures de travail dans les mois précédant leur inscription.

Depuis deux ans, le gouvernement a considérablement élargi son périmètre d'action. En février 2023 déjà, un décret avait rogné la durée d'indemnisation maximale de 25 %, mais Gabriel Attal prévoit d'aller encore plus loin. Avec la future réforme, ce plafond pourrait descendre à douze mois seulement (pour les moins de 57 ans), si jamais le taux de chômage passe sous la barre de 6,5 %, contracyclicité oblige. Cela alignerait le système français sur le « modèle » allemand. « Cette réforme se combinerait avec la disparition annoncée de l'allocation de solidarité spécifique (ASS, visant à protéger les chômeurs en fin de droits – NDLR), souligne Mathieu Grégoire. Pour le dire autrement, cela signifie que tout le monde, lorsqu'il perdra son emploi demain, se retrouvera potentiellement à douze mois du RSA... La menace d'une précarisation pèserait sur l'ensemble des salariés. »

« LA FIN DE L'ANNÉE RISQUE D'ÊTRE MARQUÉE PAR UNE AVALANCHE DE PLANS SOCIAUX »

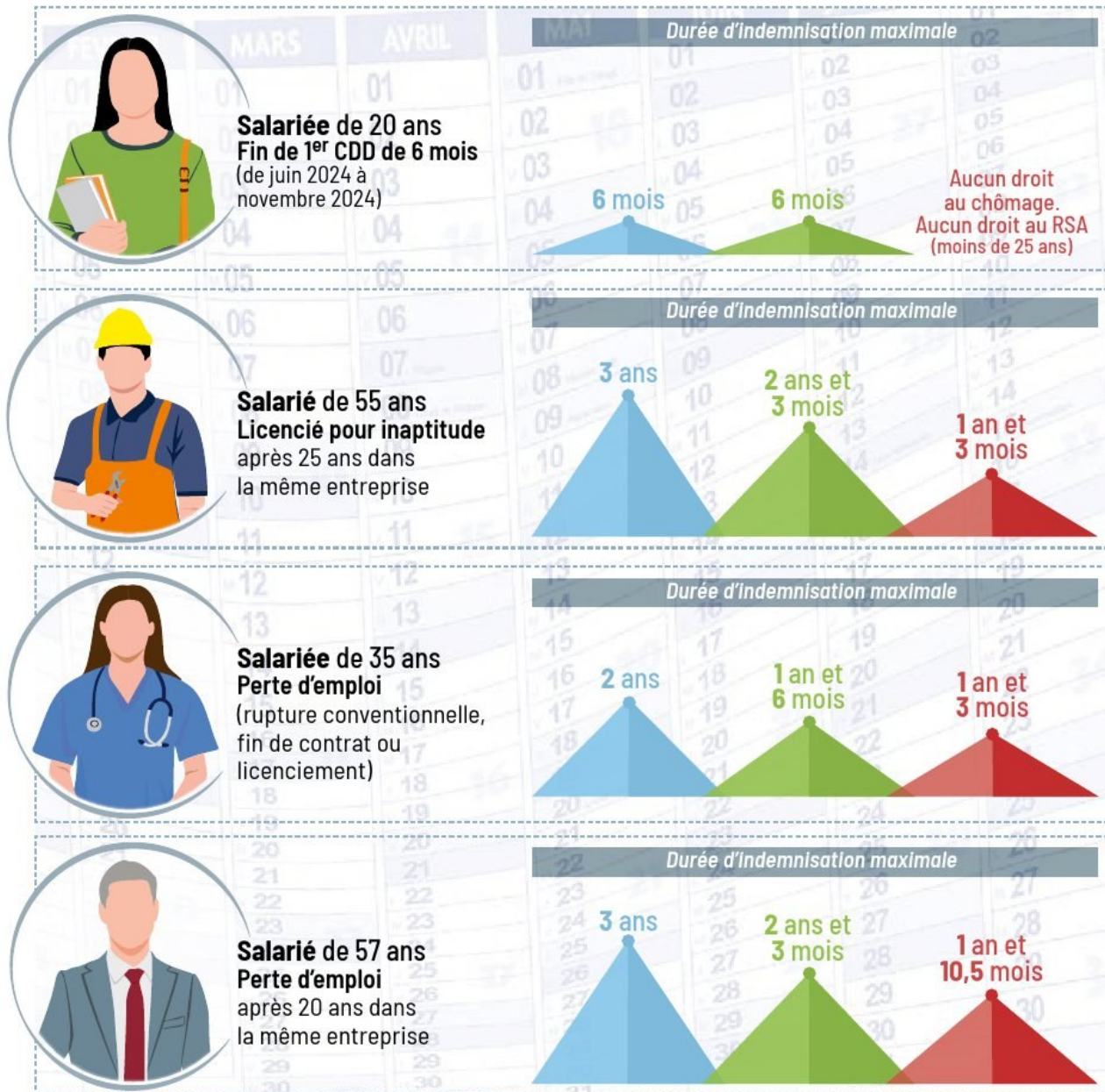
L'exécutif a prévu une entrée en vigueur de sa réforme au 1^{er} décembre. De quoi donner des sueurs froides aux représentants syndicaux, qui alertent sur un carnage à venir. « La fin de l'année risque d'être marquée par une avalanche de plans sociaux, redoute Denis Gravouil, membre du bureau confédéral de la CGT. L'AGS (fonds de garantie des salaires, intervenant en cas de liquidation judiciaire) a prévu de doubler son taux de cotisation, signe qu'elle s'attend à une multiplication des faillites. » Le syndicaliste craint de voir débarquer à France Travail des légions de licenciés, qui subiront les effets du durcissement

« Sous Sarkozy, nous n'aurions pas fait le quart du dixième de ce que fait ce gouvernement ! »

BERTRAND PANCHER,
DÉPUTÉ LIOT DE LA MEUSE

TROIS ANS DE RÉFORMES QUI ONT LAMINÉ LES CHÔMEURS

● Avant les réformes 2021-2023 ● Situation actuelle (réformes 2021 et 2023) ● Projet de réforme 2024



SOURCES : COLLECTIF « NOTRE ASSURANCE-CHÔMAGE » ; L'HUMANITÉ/ILLUSTRATIONS : ADOBESTOCK

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

de la durée d'indemnisation. « Cela risque d'être d'une violence inouïe », souffle-t-il.

Un scénario qui ne déplairait pas forcément à tous les employeurs : lorsque les droits au chômage diminuent, le pouvoir de négociation des salariés s'en trouve diminué d'autant. « La réduction de la durée d'indemnisation pèse sur les salaires à l'embauche », a affirmé Michaël Zemmour sur France Culture, le 28 mai. Les salariés arrivés en fin de période d'indemnisation sont prêts à accepter des postes proposant des salaires plus faibles. » La Dares ne disait pas autre chose, dans une étude portant sur les effets de la réforme entrée en vigueur entre 2019 et 2021, qui visait déjà à priver des chômeurs de l'indemnisation. « Cette perte de revenus peut les amener à accepter plus systématiquement les offres d'emploi qui leur sont proposées », écrivait l'organisme. À l'époque, la réforme aurait accru la probabilité de retrouver un poste dans les deux mois suivant la fin d'un contrat de plus de trois mois, mais la moitié de cet effet positif serait liée à la reprise d'un emploi précaire (CDD de moins de deux mois, mission d'intérim).

« La réduction de la durée d'indemnisation pèse sur les salaires à l'embauche. »

MICHAËL ZEMMOUR, ÉCONOMISTE

Il reste toutefois à démontrer qu'un nouveau recul des droits généralisé profiterait à l'ensemble du patronat : en restreignant les conditions d'accès à l'indemnisation, le gouvernement ne risque-t-il pas de mettre à mal des secteurs économiques qui dépendent d'une façon ou d'une autre de l'assurance-chômage ? « Beaucoup de personnes n'acceptent des emplois saisonniers qu'à la condition de toucher le chômage en fin de contrat, observe Mathieu Grégoire. Les serveurs qui vont bosser quatre mois dans un restaurant en Corse durant l'été, par exemple, pouvaient, jusqu'en 2021, compter sur une indemnisation à la morte-saison. La réforme de 2021 a aggravé les difficultés de recrutement. La nouvelle restriction de l'accès à l'indemnisation risque

de les accentuer encore davantage. »

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, a déjà prévenu que, si des salariés travaillant dans la restauration ou l'hôtellerie se mettaient en grève durant les jeux Olympiques contre la réforme, elle ne « leur donnerait pas tort ». À bon entendeur... ■

CYPRIEN BOGANDA



ÉDITORIAL

PAR MAURICE
ULRICH

Le vent de l'Histoire

Depuis les plages du Débarquement, Emmanuel Macron le sait. Il n'est plus possible de sauver la soldate Valérie Hayer. Mission impossible. C'est d'ailleurs sans surprise. Il valait mieux envoyer au front une élue européenne inconnue plutôt que prendre le risque du camouflet cuisant d'une figure de la Macronie. Car c'est bien clair. Quoi qu'en dise le président avec tout le semblant de conviction dont il sera capable, c'est bien sa politique qui est en jeu et c'est ce qu'il veut sauver pour les lendemains du scrutin, en usant de la télévision selon son bon vouloir. Ce n'est pas illégal, sans doute, et l'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication, bien que saisie, n'en pourra rien. Ce n'est pas illégal, c'est juste, disons, déloyal.

On imagine sans peine qu'il va instrumentaliser le grand moment du combat pour la liberté de l'Europe et des peuples que fut le Débarquement, évoquer les dangers pesant sur le monde libre et les démocraties pour justifier sa politique.

L'image du président est dégradée. Son récit vient se briser sur les récifs des réalités.

C'est bien là le problème. Les instituts de sondage ne sont pas toute la vérité mais, en la matière, ils s'accordent. L'image du président est dégradée, c'est Paroles, paroles. Et le fait qu'elles se multiplient ne change rien, au contraire. Le récit présidentiel vient se briser sur les récifs des réalités. Emmanuel Macron parle au bon peuple de solidarité européenne, de progrès, quand sa politique dit tout le contraire. Aux petits soins pour les riches, dure aux plus modestes et de plus en plus. La réforme de l'assurance-chômage telle qu'elle est annoncée, venant après le report de l'âge de la retraite, est une violence faite aux précaires, aux plus démunis. On a entendu la ministre Catherine Vautrin la justifier au nom de « l'émancipation par le travail ». En culpabilisant, en fragilisant toujours celles et ceux qui n'en ont pas ! C'est indigne.

La libération de la France en 1944 portait les espoirs et les réformes sociales du Conseil national de la résistance. Ce n'est pas le vent de l'histoire qui chante avec Emmanuel Macron. ■

Les grands perdants de la réforme

ALAIN VINCENT 61 ANS

« Mon profil a été vu 464 fois sur le site de France Travail »

En lançant le 15 mai dernier une pétition sur Change.org pour dénoncer la casse de l'assurance-chômage (signée depuis par près de 30 000 personnes), l'ancien technicien du spectacle savait qu'il allait se retrouver en première ligne. « Je ne recherche pas la lumière, tient-il pourtant à préciser. Mais on ne peut pas laisser passer cette réforme sans rien faire. » Il est monté au créneau plus par solidarité que par peur des effets des futures mesures, qui ne le concerneront pas directement (il n'est plus indemnisé). En revanche, Alain incarne le calvaire vécu par les seniors sous l'ère Macron, qui ont dû encaisser la baisse des droits au chômage et le report de l'âge de départ à la retraite. « En 2020, je me suis retrouvé privé d'emploi dans le cadre d'un licenciement collectif, raconte-t-il. Mon usine fabriquait du matériel d'éclairage pour les studios de télé. On a été rachetés par un groupe allemand, qui a décidé de transférer toute la production en Italie. »

Le voici sur le marché du travail, confronté aux discriminations à l'embauche. « Mon profil a été vu 464 fois par les recruteurs sur le site de France Travail, assène-t-il. J'ai eu droit à deux entretiens : un boulot payé au Smic et un poste qui me correspondait, mais j'étais trop vieux pour eux ! » À court de droits, le privé d'emploi ne doit sa survie qu'à la retraite de sa compagne, ancienne agente territoriale. Lui va devoir prendre son mal en patience : « J'ai validé 170 trimestres, mais la dernière réforme des retraites me force à attendre le 1^{er} juin 2025 pour partir ! Je vais devoir vivre des mois sans percevoir aucun revenu... » ■

C. B.

CÉLINE 54 ANS

« Trouver un CDD de huit mois, là où j'habite, c'est infernal »

Depuis son entrée à France Travail, il y a cinq ans, Céline n'a pas fait la fine bouche. « J'ai accepté tous les jobs pourris qu'on me proposait », lance cette ancienne guide touristique basée en Ardèche, qui revendique vingt-cinq ans d'ancienneté et quatre langues maîtrisées sur le bout des doigts. « Je me bousille la santé en acceptant des petits boulots payés au Smic, alors que je gagnais jusqu'à 3 000 euros par mois autrefois », explique-t-elle. Récemment, elle a même été pionne dans un collège catholique durant six mois. Pour cette fille de militant communiste encartée à la CGT, cette expérience s'apparentait à « retourner dans Tintin au pays des soviets, mais à l'envers... » Jusqu'à présent, elle parvenait à toucher le chômage en prenant des CDD de courte durée, mais le prochain relèvement de la durée d'affiliation à huit mois au lieu de six l'angoisse terriblement. « Retrouver huit mois de boulot en Ardèche, cela va être infernal pour tout le monde, redoute-t-elle. Il y a très peu de jobs à l'année à temps plein ici. Regardez les éleveurs vivant en couple : ils ne tiennent que parce que leur partenaire est fonctionnaire. »

À bientôt 55 ans, elle risque également de subir le décalage à 57 ans (au lieu de 55 aujourd'hui) de l'entrée dans la filière seniors, qui permet aux chômeurs d'être indemnisés plus longtemps. Et ce n'est pas son compagnon, conducteur de bus atteint d'une longue maladie, qui pourra subvenir seul aux besoins du couple. « Dans sa boîte, ils ne prennent en charge à 100 % que les trois premiers mois de l'arrêt maladie, explique-t-elle. Ensuite, ça tombe à 50 %. C'est pourquoi je suis obligée de faire des ménages. » ■

C. B.

GUILLAUME 30 ANS

« Ce que j'ai pu faire pour me reconverter sera désormais impossible »

J'ai perdu mon emploi en octobre 2022. Auparavant, je bossais comme consultant en management dans de gros cabinets, mais j'en avais marre des conditions de travail : dans ce milieu, vous êtes mis sous pression en permanence, quitte à oublier la frontière entre vie personnelle et professionnelle. Ce n'est pas pour rien que les cabinets de consulting sont frappés par une épidémie de burn-out. Le contenu du boulot, aussi, m'attirait de moins en moins. Une fois au chômage, je me suis rendu compte que j'avais envie d'autre chose. La fonction publique me tentait, en raison des conditions de travail, mais aussi parce que l'idée de servir l'État me parlait.

J'ai pu mettre à profit mes deux années d'indemnisation chômage pour me reconverter. Je voulais passer les concours de l'inspection des finances publiques, mais il fallait s'inscrire en septembre et c'était trop tard à l'époque. Je me suis donc inscrit aux épreuves écrites en septembre 2023, puis j'ai passé l'oral en mars 2024. J'ai été reçu, mais ma formation de fonctionnaire stagiaire à la direction générale des finances publiques (DGFIP) ne débute qu'en septembre prochain. En ce moment, je vis grâce à mes indemnités chômage : autrement, je ne pourrais pas payer un loyer à Nanterre (Hauts-de-Seine). Mais ce que j'ai pu faire sera désormais interdit aux demandeurs d'emploi, qui verront leur période d'indemnisation réduite. La vérité, c'est que, avec la prochaine réforme, je n'aurais pas pu trouver ce poste. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CYPRIEN BOGANDA

COLLECTOR 120 ANS D'HUMANITÉ, LE LIVRE ANNIVERSAIRE

FABIAN GAY RAUL HEDERON... VITCH CHRISTIANE TAUBIRA FABIAN ROUSSEL PIERRE DHARRÉVILLE ZEBDA / M... ARDI SERGE WOLIKOW MARYSE DUMAS GUILLAUME ROUBAUD... TRÔME PRIEUR... DANIELLE TADTAKOWSKY BRUNO... EVÉE ALEXA... CAILLAU... CHAMBAZ... BERTRAN... GILBE... STEPHANE... DUHAME... PATRIC... AG SORJ... BOUYSS... SCAL PR... HENRI... UNHART... DITH PERRINON BELENE TRAFFAT CEDRIC TILANI... CHERON RACHEL KEKE STELLA ASSANGE ANTOINE LEIRIS... MONIQUE... JEAN-PIERRE BIBRING GUILLAUME HEURICE LAURENT BINET HALA ABOU HASSIRA

l'Humanité

JE COMMANDE *

Le livre anniversaire
120 ans, 120 Unes, 120 regards
284 pages, tirage limité.
au prix de 39,90 € + 9,90 €
de frais de port**,
soit 49,80 € x exemplaire(s)
= €.
Total de ma commande : €

39,90 €

Nom
Prénom
Adresse
Ville
Code postal Téléphone
E-mail

* Envoi soigné dans un colis cartonné, délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

l'Humanité **l'Humanité** **Humanité.fr**
magazine

«*L'obéissance à un homme dont l'autorité n'est pas illuminée de légitimité, c'est un cauchemar.*» **Simone Weil**

L'HOMME DU JOUR



Daniel Jadue

En 2015, alors qu'il inaugurait la première pharmacie municipale du pays, le maire communiste de Recoleta (Santiago du Chili) ne visait qu'à faire du droit à la santé une réalité grâce à une coopérative permettant à la population d'acquérir des médicaments à prix coûtant. Insupportable dans un Chili toujours encamisolé dans un modèle économique ultralibéral imposé par la Constitution héritée de Pinochet ! Ce lundi, la justice l'a qualifié de « danger pour la société » et l'a envoyé en prison pour divers délits fiscaux et administratifs supposément commis alors qu'il dirigeait l'Association chilienne des pharmacies populaires. « Ils me jugent pour notre gestion transformatrice. Il n'y a pas un seul peso dans ma poche. Nous ferons appel de cette mesure disproportionnée », a tweeté Daniel Jadue, habitué aux persécutions politiques. ■

LUIS REYGADA

C'EST UN MONDE

Relents de racisme à bord

Du pur racisme ? C'est l'accusation que portent trois Noirs américains contre la compagnie aérienne American Airlines. Le 5 janvier 2024, ils font partie des huit passagers sommés de quitter un avion au départ de Phoenix. Dans la plainte rendue publique par CNN et déposée le 29 mai devant la justice états-unienne, il est écrit qu'« American Airlines avait ordonné à tous les passagers noirs de quitter l'avion ». Aucun d'entre eux ne se connaissait et ils n'étaient pas assis côte à côte dans l'appareil. Il est aussi avancé dans la plainte que cette expulsion ne repose sur « aucune raison valable » mais « sur la seule base de leur couleur ». La cause de leur expulsion serait à trouver du côté du steward. Gêné par une « odeur corporelle désagréable », il aurait exigé de les faire débarquer. Une enquête interne est en cours du côté de la compagnie aérienne.

L'œil de Gros

UNE SCIENTIFIQUE FÉMINISTE,
ANCIENNE MEMBRE DU GIEC,
PRÉSIDENTE DU MEXIQUE.



LA BONNE NOUVELLE Un arrêt pour burn-out n'est pas un arrêt de complaisance

Le Conseil d'État a tranché : les arrêts maladie prescrits pour un burn-out ne sauraient être considérés comme des certificats de complaisance. Cet arrêt de la plus haute juridiction administrative confirme l'annulation d'une précédente décision de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins, datée de 2022, appuyant la requête d'une entreprise à l'encontre du praticien ayant octroyé un arrêt à l'une de ses employées. Alors que l'OMS reconnaît officiellement le burn-out comme maladie depuis 2019, les employeurs

contestent de plus en plus sa légitimité médicale, et l'exécutif martèle à l'envi qu'il veut réduire le nombre d'arrêts accordés. Le 30 mai, un rapport de la Cour des comptes proposait également de réduire la durée d'indemnisation maximale de trois à deux ans pour un arrêt maladie. Récemment, plusieurs décisions de justice avaient cependant donné raison aux professionnels de santé. L'arrêt, d'ailleurs salué par des médecins exaspérés de voir leur expertise systématiquement contredite, pourrait faire jurisprudence. ■

LUCIEN ROULLÉ

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Climat Près d'un Français sur deux considère le changement climatique comme « la plus grande menace pour (son) mode de vie », selon une étude réalisée par Mortar Research. Elle révèle également que plus de quatre Français sur dix jugent prioritaire de réindustrialiser la France et l'Europe pour concurrencer la Chine et les États-Unis dans le développement de technologies vertes.

Nigeria Le Congrès du travail du Nigeria (NLC) a indiqué, sur son compte X, que le gouvernement s'engageait à doubler le montant du salaire minimum, en l'établissant à 60 000 nairas par mois (environ 40 euros). Cette avancée fait suite à la grève illimitée démarrée par les Nigériens, lundi, dans des secteurs comme la construction, la santé, l'éducation.



**LE BILLET
DE MAURICE
ULRICH**

Rêveurs

Faire du neuf avec du vieux, c'est une chose, mais faire du vieux avec du neuf, ça c'est le pactole. L'entreprise italienne Golden Goose – Oie dorée – va rentrer en Bourse, forte de son succès fulgurant des dernières années, avec un chiffre d'affaires multiplié par cinq depuis 2017 et la perspective du milliard d'euros. Le groupe est désormais présent dans 80 pays où ses sneakers – ce que l'on appelait bêtement des baskets – sont portées et recherchées selon les termes de sa communication très efficace par « une communauté d'un million et demi de personnes », dont Taylor Swift ou Michelle Obama... Ses membres se reconnaissent entre eux et s'appellent les dreamers, les rêveurs et les rêveuses. Et ça fait rêver, les Golden Goose, fabriquées tout spécialement pour apparaître sales et usées aux prix de 300 à 800 euros. C'est une autre façon de voir ce que Marx appelait le fétichisme de la marchandise : « Les rapports entre les hommes prennent la forme fantastique de rapports entre les choses. » Et il ne connaissait pas les dreamers... ■

C'EST UN SCANDALE

Le révisionnisme à l'œuvre

Fer de lance de l'extrême droite, le révisionnisme a de nouveau frappé. Sa cible : l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France. Dans le cadre du 80^e anniversaire de la Libération, l'association a soumis au conseil régional d'Occitanie une demande de subvention pour organiser des journées de commémoration en souvenir des Républicains espagnols engagés dans la Résistance. Vendredi 31 mai, les élus du Rassemblement national s'y sont opposés. Dans un courrier la présidente de région, Carole Delga (PS), s'indigne : « Les masques tombent à l'extrême droite. (...) les conseillers régionaux du parti lepéniste préfèrent Pétain à Léon Blum, Franco à Manuel Azaña. » Elle lance l'alerte : « Ne les laissons pas gommer ce passé honteux d'oppressions et de discriminations, ne les laissons pas occulter l'engagement des guérillas et partisans ! »

RÉCIT

ASSEMBLÉE Gaza a de nouveau agité les questions au gouvernement, ce mardi, alors que les députés de gauche se sont habillés aux couleurs palestiniennes. L'insoumise Rachel Keke a été sanctionnée pour avoir brandi un drapeau.



Le 4 juin, à Paris. La gauche a trouvé la parade au règlement, pour afficher son soutien aux Gazaouis et aux Cisjordaniens.

Dans l'Hémicycle, la gauche aux couleurs de la Palestine

La séance des questions au gouvernement s'est encore déroulée dans une ambiance électrique, ce 4 juin à l'Assemblée nationale, sur fond de massacres à Gaza. Une semaine après l'exclusion du député insoumis Sébastien Delogu, qui avait brandi un drapeau palestinien dans l'Hémicycle, la gauche a trouvé la parade au règlement, pour afficher son soutien aux Gazaouis et aux Cisjordaniens, sans risquer une sanction (quinze jours d'exclusion) que les observateurs de la vie parlementaire s'accordent à trouver disproportionnée. Dans une sorte de chorégraphie bien organisée, les députés insoumis, écologistes, et communistes ont choisi des tenues noires, blanches, vertes et rouges qui dessinent le drapeau palestinien.

De quoi susciter, dès l'ouverture de la séance, l'agacement de la présidente, Yaël Braun-Pivet, et les quolibets venus des rangs de la droite et de l'extrême droite. « Venez en pyjama la semaine prochaine ! » clame un député de droite. « Viva Italia ! » ironisent d'autres, en moquant les couleurs du drapeau palestinien. Dans les rangs du groupe LR et du RN, les députés sont cintrés de leur écharpe tricolore, en réaction. « Je vois les habillements des uns et des autres », entame en préambule de la séance, la présidente de l'Assemblée nationale. « Je crois qu'il est nécessaire de rappeler que nous sommes dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale », ajoute-t-elle, en avertissant que « l'expression des parlementaires s'effectue exclusivement à l'oral ».

Au micro, c'est l'insoumis Aymeric Caron qui ouvre le feu sur la situation à Gaza, en interrogeant le gouvernement

sur ses intentions en matière de reconnaissance de l'État de Palestine. « Gaza est un ghetto où l'armée israélienne extermine un peuple que la France a abandonné ! fustige le député de Paris. Vous attendez quoi, qu'il n'y ait plus de Palestiniens vivants qui puissent y habiter ? »

« JUSQU'OUÛ IRA LA STRATÉGIE DU MASSACRE ET DE LA RIPOSTE AVEUGLE »

Il n'est pas seul à gauche à presser le gouvernement de se prononcer. Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, rappelle que « la France peut être le premier pays du G7 à reconnaître l'État palestinien ». « Nous devons inverser l'ordre des choses face à l'impasse. Cela doit être la base d'un nouveau processus conduisant à une paix durable », explique Olivier Faure devant l'Assemblée. « Jusqu'ouïra la stratégie du massacre et de la riposte aveugle, en somme

la stratégie de la terre brûlée, de celui que notre président appelle « cher ami Bibi », Netanyahu, et de son gouvernement d'extrême droite ? » charge à son tour la députée écologiste Sabrina Sebaihi.

Malgré ces sollicitations, l'exécutif s'est une nouvelle fois dérobé. En l'absence du locataire du Quai d'Orsay, Stéphane Séjourné, c'est le ministre des Affaires européennes, Jean-Noël Barrot, qui s'est à chaque fois chargé de réciter le même couplet à chacun des parlementaires qui l'a interpellé. « La position de la France, vous la connaissez, c'est celle d'une solution à deux États », répète ce cadre du Modem, tout en se réfugiant derrière « le plan de paix de Joe Biden ». « La reconnaissance de l'État de Palestine n'est pas un tabou », assure-t-il. Mais il tempore. Cette reconnaissance « doit être mise au service de la paix », « utile », et « apporter des solutions au conflit ». Le gouvernement se refuse pourtant à définir ce que serait ce moment idéal.

VOCIFÉRATIONS DE LA DROITE, DU RN ET DE LA MACRONIE

La polémique risque de se poursuivre sur un autre terrain. À la suite d'une question du député de centre gauche Benjamin Saint-Huile (groupe Liot), portant là encore sur

« L'expression des parlementaires s'effectue exclusivement à l'oral. »

YAËL BRAUN-PIVET, PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

la reconnaissance de l'État de Palestine (et restée, là encore, sans réponse de l'exécutif), l'insoumise Rachel Keke rompt la stratégie collective des députés de gauche et sort soudain un drapeau palestinien. Huées dans l'Hémicycle. Vociférations de la droite, du RN et de la Macronie. Au perchoir, Yaël Braun-Pivet décide d'une suspension de séance, à l'occasion de laquelle les députés RN entonnent la Marseillaise, à laquelle se joignent quelques élus LR. Rachel Keke écope pour l'instant d'un « rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal », en attendant une « réunion ultérieure » du bureau de l'Assemblée nationale, qui pourrait proposer d'aggraver la sanction. L'ancienne porte-parole de la grève emblématique des femmes de chambre de l'Ibis Batignolles n'a, selon nos informations, pas informé les députés des autres groupes de cette initiative. ■

DIEGO CHAUVET

Pour sauver Valérie Hayer, l'exécutif sature l'antenne



EUROPÉENNES Emmanuel Macron et Gabriel Attal occupent l'espace médiatique pour soutenir leur tête de liste aux élections du 9 juin. Jusqu'à malmener la période de réserve, en plus de flirter avec des médias d'extrême droite.

Face à la décence commune autrefois théorisée par George Orwell, ce « sens moral inné » selon lui propre aux « gens ordinaires », la Macronie serait-elle en train de développer une forme d'indécence particulière propre à ce qu'elle représente ? Alors que la campagne des européennes entre dans sa dernière ligne droite, l'exécutif s'invite sur les antennes pour promouvoir sa candidate à la peine, Valérie Hayer. Et cela au mépris de la « période de réserve » à laquelle est censé se soumettre le gouvernement. « La période de réserve est une règle coutumière qui correspond à une période préélectorale, généralement d'une durée de trois à quatre semaines et se terminant à l'issue du scrutin, peut-on lire sur le site du ministère de l'Intérieur. Elle vise à garantir strictement la neutralité de l'État et des services publics. » Qu'importe que cela soit rappelé par leur propre administration, Emmanuel Macron comme Gabriel Attal s'y essuient les pieds avec détachement et nonchalance.

Ce lundi, c'est d'abord Gabriel Attal qui s'est permis de s'inviter sur France Info alors que personne ne l'y attendait. Pas même Valérie

Hayer, tête de liste Renaissance, figée par le toupet et le paternalisme du chef du gouvernement. « Bonjour, je suis désolé, je fais intrusion sur la scène, a-t-il fait mine de s'excuser, pénétrant sur le plateau. On m'a dit que Valérie était là. Je suis venu dire un petit mot pour l'encourager à un moment où les élections approchent. » Une intrusion qui a fait bondir François-Xavier Bellamy, tête de liste LR, qui lui succédait dans l'émission : « Est-ce que c'est normal qu'il y ait une telle confusion des rôles et que l'exécutif passe son temps à saturer l'espace médiatique ? Ça s'arrête quand ce spectacle ? »

LA MACRONIE N'EN EST PAS À UNE INDÉCENCE PRÈS

Pas avant le 6 juin, en tout cas, date à laquelle le président prévoit de monopoliser les journaux de 20 heures de TF1 et France 2 à l'occasion des 80 ans du Débarquement. Un entretien dans lequel il doit aborder les questions internationales et où il ne manquera sans doute pas de montrer son camp comme seul rempart face à tous les périls. « Le président sur toutes les chaînes télé trois jours avant le vote, comme au bon vieux temps de l'ORTF », s'est

désolé Léon Deffontaines, candidat PCF, déplorant dans le même temps « l'instrumentalisation » des commémorations à des fins électorales. Un avis partagé dans l'opposition, qui a justifié de nouvelles saisines de l'Arcom, le gendarme de l'audiovisuel, qui a finalement accepté de décompter le temps de parole du chef de l'État de celui de Valérie Hayer.

Puisque la Macronie n'en est pas à une indécence près, le président s'est avant cela adressé à la chaîne YouTube le Crayon, ce mardi, pour tenter de toucher la jeunesse. Un média sans journaliste, financé notamment par le milliardaire d'extrême droite et catholique ultraconservateur Pierre-Édouard Stérin (en passe de racheter l'hebdomadaire *Marianne*), connu pour dérouler le tapis rouge aux personnalités les plus identitaires, de l'ancienne porte-parole de Génération identitaire, Thaïs d'Escufon, à l'ancien président du Front national de la jeunesse, Julien Rochedy, masculiniste assumé, par exemple. Grappiller quelques points dans les sondages, cela vaut bien toutes les compromissions avec l'extrême droite. Contre toute décence commune. ■

ANTHONY CORTES

Le 9 juin, se tiendront les élections européennes, occasion supplémentaire

de rappeler le danger que représente la montée de l'extrême droite pour les droits des femmes. Comme le soulignait l'ONG Equipop dans son récent rapport sur le sujet : « Malgré des divergences et des spécificités nationales, les partis d'extrême droite partagent un socle idéologique, dans lequel on retrouve notamment l'antiféminisme, l'opposition aux droits sexuels et reproductifs (avortement, éducation à la sexualité...) et aux droits des personnes LGBTQIA+ ». En France, le Rassemblement national (RN), dans le cadre de sa stratégie de dédramatisation, a prostitué le féminisme au même titre que d'autres mots totems de la gauche comme la laïcité et la République.

En effet, derrière une sensibilité affichée pour la cause des femmes, que nous dit Marine Le Pen ? En premier lieu, que les problèmes des femmes en France, c'est la-la-faute-des-Noirs-et-des-Arabs. En deuxième lieu, que les problèmes des femmes en France, c'est la-la-faute-à-l'islam. En troisième lieu, que les problèmes des femmes en France, c'est la-la-faute-des-musulmans. Pour s'en convaincre, il suffit de lire la « Lettre aux Françaises » adressée par Le

LA CHRONIQUE FÉMINISTE DE VIOLAINE DE FILIPPIS-ABATE AVOCATE



La maman et la Pétain

Pen lors de la dernière campagne présidentielle. On expulsera les étrangers et « cheh » ! Oubliant par la même occasion que les violences faites aux femmes existaient sur notre territoire bien avant les phénomènes d'immigration et que leur grande majorité se passe toujours dans le cadre familial ou amical.

Pour le reste, le RN est féministe à la manière du Maréchal. Un féminisme de Fête des mères, d'« éternel féminin » et de valorisation des femmes au foyer, matrices prolifiques de

petits Français blancs. Le RN a totalement vidé le concept de féminisme, pour en faire un étendard d'une société où chaque genre serait enfermé dans des rôles définis par de prétendues prédispositions biologiques indépassables... Sa position sur l'avortement est tout à fait symptomatique à cet égard. Une position à la Meloni où l'on jure d'abord la main sur le cœur qu'on ne touchera pas à ce droit fondamental, avant de le rogner par la bande, comme on l'observe aujourd'hui en Italie. On se souvient chez nous des accents apocalyptiques de la députée RN Hélène Laporte, qui en mars déclarait à l'Assemblée nationale qu'en 2022 le nombre d'IVG avait battu un record. Pour quel sous-texte ? Qu'il faut que les Françaises fassent des enfants français parce que c'est leur raison d'être. En tout état de cause, l'extrême droite pour les femmes, ça n'est jamais que l'islamisme sans le voile et avec un bon gros saucisson républicain. ■

Chronique coécrite avec Nicolas Gardères, avocat, spécialiste de l'extrême droite et auteur de *Voyages d'un avocat au pays des infréquentables* (l'Observatoire, 2019).



À partir de 2028, la carrière de kaolin d'Échassières (Allier) deviendrait un site d'extraction de mica lithinifère. JÉRÔME CHABANNE/HANS LUCAS

MINÉRAIS IMERYS, L'AMBICTION DU LITHIUM

Présent dans 39 pays sur cinq continents, avec 13 700 employés, le groupe français Imerys, « leader mondial des spécialités minérales pour l'industrie », affichait en 2023 un chiffre d'affaires de 3,8 milliards d'euros. Selon son directeur général, Alessandro Dazza, il « ambitionne de devenir un acteur majeur du lithium en Europe ». La société a d'ailleurs réalisé, en juin 2023, un joint-venture avec British Lithium pour exploiter le minerai au Royaume-Uni. Malgré des engagements affichés de développement durable, le groupe est loin d'être irréprochable. Selon l'Observatoire des multinationales, en 2015, les activités d'Imerys au cœur de l'Amazonie auraient occasionné « une pollution endémique des ressources en eau, forçant les communautés à l'exil ». En 2017, le Monde a révélé qu'Imerys s'approvisionnait, depuis 2011, en talc dans la province de Nangarhar, en Afghanistan, alors en pleine insurrection armée des talibans et de l'organisation « État islamique ». L'activité minière aurait financé les insurgés.

Derrière l'or blanc, la fièvre consumériste



INDUSTRIE Soutenu par le gouvernement, le projet d'extraction de lithium dans l'Allier, que la société Imerys envisage d'exploiter à partir de 2028, divise la population et cristallise l'opposition des associations environnementales. Il s'agirait de la deuxième plus grosse mine d'Europe.

Échassières (Allier), envoyée spéciale.

« **S** top mine », « La mine non » : à l'approche d'Échassières, dans l'Allier, les oppositions au nouveau projet de mine sont vives. C'est ici qu'Imerys compte exploiter un gisement de lithium, sur son site d'extraction actuel de kaolin (argile), un minerai extrait ici depuis 1850. Un projet d'ampleur, qui se déploierait à des kilomètres à la ronde. Car, outre les galeries d'extraction à plus de 400 mètres de profondeur et un site de concassage souterrain, une usine dite de concentration serait construite à la surface

pour séparer les minéraux contenus dans le granit. Et deux autres sites seraient prévus dans le département : une plateforme de chargement, à Saint-Bonnet-de-Rochefort, et l'usine dite de conversion, pour le raffinage du minerai, à Montluçon.

Emili, pour exploitation de mica lithinifère, est le plus gros projet prévu en métropole depuis cinquante ans. Les prévisions de l'industriel ont de quoi faire tourner la tête : vingt-cinq années d'exploitation à partir de 2028, 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium extraites par an, 500 à 600 emplois directs et 1 000 emplois indirects. Compte tenu des conséquences que ce projet pourrait avoir sur le territoire, la Commission nationale du débat public (CNDP) a décidé d'organiser un débat, du 11 mars au 7 juillet. Lors de la troisième

réunion publique, organisée à Échassières le 26 mars, l'ambiance était crispée. « Je ne veux pas de la mine, je suis contre les voitures individuelles. Mais ici, on galère à conserver les quelques trains qu'on a », confie Sam, un militant de Stop mines 03.

Car le lithium, un métal alcalin léger et conducteur, est nécessaire à la fabrication des batteries de type lithium-ion – les plus performantes aujourd'hui –, destinées aux véhicules électriques. Ce nouvel « or blanc » est extrait principalement en Australie, au Chili et en Chine. Mais la fièvre gagne : l'Union européenne a décidé d'interdire la vente de voitures thermiques à partir de 2035 pour atteindre son objectif de neutralité carbone. Imerys prévoit que le lithium d'Échassières pourrait alimenter près de 700 000 batteries par an.

Un argument de poids pour le gouvernement, qui soutient le projet, le ministre de l'Économie mettant en avant la souveraineté et la sécurité de l'approvisionnement.

La pertinence du projet est cependant mise en cause par un certain nombre de citoyens et d'associations environnementales. La croissance de la demande de lithium n'est pas à encourager aveuglément, avertit Antoine Gatet, président de France Nature Environnement (FNE) : « On va remplacer les véhicules thermiques par des électriques. Mais des voitures très lourdes, qui vont nécessiter des batteries énormes. On va détruire des territoires pour satisfaire les besoins de personnes qui ont les moyens de s'acheter de grosses bagnoles ! » Sauf que le lithium n'est pas uniquement destiné aux batteries des véhicules, objecte Jean-Paul Boyer, coordinateur du secteur mines à la fédération nationale des mines et de l'énergie (FNME)-CGT : « Les batteries sont également utilisées dans d'autres usages quotidiens, la transition informatique etc. »

« DÉTERMINER LES BESOINS, PUIS LES MODES D'EXPLOITATION »

Le président de FNE déplore néanmoins un processus à rebours des urgences : « On devrait réfléchir à des politiques de sobriété (...) et de mobilités qui font en sorte qu'on a besoin de moins de voitures. Et sur cette base-là, déterminer les besoins, puis les modes d'exploitation. » Une conception partagée par les associations locales présentes à la réunion publique du 26 mars : « Il faut une vraie transition, pas quelque chose qui favorisera les industriels », réfléchit Sam. « Pourquoi le lithium ? Dans quelle société a-t-on envie de vivre ? » interroge Ghislaine, militante de FNE.

Signe que le sujet intéresse localement, plus de 200 personnes ont participé à ce troisième débat public, dans une ambiance parfois électrique entre les représentants des associations et une partie des riverains, inquiets mais peu opposés au projet. Comme cette femme qui travaille depuis vingt-cinq ans à Échassières : « J'habite à 25 kilomètres. J'ai besoin d'une voiture. On aime tous la nature, mais il faut savoir être raisonnable. Je ne vois aucun inconvénient à la décarbonation des véhicules. »

Cependant, des inquiétudes émergent de toutes parts sur l'accès à l'énergie ou les vibrations. Face au public, les représentants d'Imerys se veulent rassurants : des sismomètres « vont enregistrer la vibration. Nous avons des seules

à ne pas dépasser ». Pour eux, il s'agit d'un projet « responsable » : la mine souterraine évitera la majorité des poussières et des nuisances sonores, remblayée au fur et à mesure avec les roches issues de l'extraction. Et l'acheminement du minerai sera assuré jusqu'aux autres sites par canalisations souterraines, puis par voie ferroviaire.

TRAITER ET RECYCLER L'EAU UTILISÉE SANS EN REJETER DANS LA NATURE

Ces arguments ne convainquent pas forcément. Le conseil municipal de Saint-Bonnet, labellisée « Station verte », a ainsi voté contre l'installation de la plateforme de chargement. L'implantation d'une mine n'est pas sans conséquences, rappelle Antoine Gatet : « Il faut concasser, traiter avec des produits chimiques pour sortir le minerai qui contient le lithium. » Et son impact sur l'environnement est majeur. Outre les stériles remblayés, des résidus resteront à stocker. Antoine Gatet dénonce « des digues qui lâchent, des eaux polluées. Les expériences montrent qu'on ne sait pas gérer correctement les déchets chimiques, avec des pollutions diffuses constantes dans le milieu en aval ». Imerys affirme être prêt « à mettre les moyens pour être le moins impactant possible ». Sans pour autant convaincre : « Il n'existe pas de mine propre », déplore Étienne Philippe, de l'association Préservons la forêt des Colettes. D'autant que l'industriel n'a pas encore levé le voile sur les produits et les méthodes qu'il projette d'employer.

Sans compter la ponction d'eau : « L'eau coulera-t-elle encore dans trente ans ? Et dans quel état ? » insiste Étienne Philippe. Le groupe met en avant sa démarche « zéro décharge liquide » : traiter et recycler l'eau utilisée sans en rejeter dans la nature, avec une légère perte d'eau, qui serait compensée par un prélèvement dans la Sioule, la rivière locale. Dans le « dossier du maître d'ouvrage », Imerys annonce une consommation annuelle de 1,2 million de mètres cubes. Fabrice Frebourg, chef de projet environnement chez Imerys, l'assure : « Nous n'irons pas au-delà des chiffres affichés aujourd'hui. »

« On va détruire des territoires pour satisfaire les besoins de personnes qui ont les moyens de s'acheter de grosses bagnoles ! »

ANTOINE GATET, PRÉSIDENT DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Quant aux élus, ils restent prudents. « Il faut être respectueux et attentif des inquiétudes, qui sont légitimes », estime ainsi le député de l'Allier Yannick Monnet, membre du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, qui ne s'est pas « encore positionné publiquement. Je le ferai à l'issue du débat. J'ai besoin d'écouter tout le monde », assure-t-il. Tout en étant

sensible aux arguments de souveraineté et de responsabilité : « Je ne comprends pas la position qui consisterait à dire qu'on a besoin de lithium mais qu'on préférerait que cela se fasse ailleurs. Si on en a besoin et qu'on en possède en France, il faut l'extraire. Pour des questions environnementales, sociales et de conditions de travail, cela me paraît une évidence. » Une vision que porte la CGT, comme l'expose Jean-Paul Boyer : « Pourquoi ne le ferait-on pas chez nous, dans des conditions respectueuses ? » Et de dénoncer « une relative hypocrisie qui consiste à chercher tous les arguments pour ne pas faire chez nous et à fermer les yeux sur ce qui se fait ailleurs ».

Un point de vue loin d'être partagé. Étienne Philippe est catégorique : « Plus

on va produire de batteries, plus on voudra du lithium, mais aussi d'autres métaux comme le cuivre ou le cobalt ! Et on ne les produira pas en France. La souveraineté, c'est un faux argument. » Tout comme la promesse implicite de faire vivre le commerce local et maintenir les écoles ouvertes. Pour Antoine Gatet, c'est une illusion : « Le jour où la mine s'arrête, tout le monde s'en va. Les collectivités se retrouvent sans activité, avec des déchets à gérer et des territoires abîmés, où d'autres activités sont impossibles. »

« NOUS APPORTERONS LES ÉLÉMENTS PETIT À PETIT POUR RASSURER »

Malgré les réunions publiques, les réponses se font rares. Informations insuffisantes, manque de précisions... Face aux critiques, Fabrice Frebourg rétorque que « les études sur l'eau sont très longues (...). Nous allons apporter les éléments petit à petit pour essayer de rassurer ». Des discussions sont « en cours », avec SNCF Réseaux concernant l'acheminement par voie ferrée du minerai, selon Fabrice Frebourg, pour déterminer qui financerait quoi. Une situation qui finit souvent par un report sur le transport par camion, dont les conséquences « ne sont pas analysées dans l'étude d'impact puisque ce n'est pas ce qui était prévu », nuance Antoine Gatet. Ce manque de transparence est l'un des reproches adressés à

Imerys. Pour Joseph, de Stop mines 03, ce débat public est « une mascarade. On n'a rien appris de plus qu'à la réunion d'information après l'annonce du projet ». Yannick Monnet, lui, se veut plus optimiste : « Même si le débat ne va pas être au cœur des décisions, cela permet un peu de transparence. »

Si l'envergure du projet obligeait le groupe à saisir la CNDP, rien ne le forçait à le faire alors que manquent encore de nombreux éléments. Fabrice Frebourg reconnaît qu'il « intervient sans doute un peu trop tôt », justifiant ce choix par « un risque de télescopage en matière de dépôt des dossiers de demandes d'autorisation. Nous souhaitons tirer de ce débat public les éléments qui nous permettraient éventuellement de corriger, d'affiner certains choix, ou de les argumenter ».

Des explications qui ne satisferont pas les associations. « Les gens ne sont pas dupes ! La fausse concertation, dans laquelle on donne peu d'information, cela ne marche plus ! » tempête Antoine Gatet. La CNDP a annoncé la publication d'un compte rendu du débat public, ainsi que la tenue d'une réunion de restitution, en septembre. Alors que le gouvernement a déjà fait part de son soutien au projet, les jeux semblent faits. Mais la mine n'a pas fini de diviser. ■

JESSICA STEPHAN

« On est en train de rater le passage à l'électrique »

La transition énergétique des voitures individuelles est-elle vraiment bénéfique pour l'environnement ? Philippe Bihoux, ingénieur, spécialiste des ressources minérales, dresse son bilan.

Le besoin de lithium est-il inévitable ?

Les besoins augmentent. La question, c'est dans quelles proportions ? Ce qui va faire exploser les volumes de lithium, ce sont les batteries de véhicules électriques, dont les grands paramètres sont la puissance, le poids et l'autonomie. Avec un facteur dix entre des véhicules intermédiaires, de quelques centaines de kilos, qui pourraient parcourir 150 à 200 km avec des batteries de 6 à 10 kWh, et les SUV (véhicules utilitaires sportifs) de 2,5 tonnes, avec au moins 400 à 500 km d'autonomie et des batteries de 100 kWh ou plus. L'exploitation ne s'arrêtera pas en Argentine parce qu'elle commencera ici : ce ne sera pas l'une ou l'autre mais ici et là-bas. Des mines ouvriront partout où la rentabilité économique sera assurée. C'est malheureux : on est en train de rater le passage à l'électrique, dans le monde comme en Europe. Nous aurions pu en profiter pour faire des voitures plus petites et légères.

Ces mobilités individuelles sont-elles soutenables ?

Il serait possible de mutualiser les véhicules afin qu'il y en ait moins. On pourrait imaginer une voiture qui dure plus longtemps, et l'articuler à d'autres modes de transport (train, vélo). Se pose aussi la question de l'aménagement du territoire, avec l'idée de favoriser une certaine « démobilité ». Cela ne signifie pas ne plus avoir la liberté de se déplacer, mais essayer de réduire la mobilité contrainte de ceux qui doivent faire beaucoup de déplacements pour travailler, l'école, les courses, un examen médical... La concentration des populations dans les métropoles vide les villages et accentue l'habitat périurbain, où il n'y a plus d'autre choix que la voiture. On pourrait réinvestir des bâtiments sous-occupés ou vacants, retrouver de nouvelles centralités avec des villes moyennes, des bourgs et des villages dynamiques.

Le véhicule électrique est-il si vertueux ?

Du fait des batteries, il émet beaucoup plus de CO₂ à l'étape de sa fabrication. Mais s'il est rechargé dans des

conditions de mix électrique correctes et parcourt suffisamment de kilomètres dans sa durée de vie pour compenser les émissions, il sera meilleur que le véhicule thermique. Et il émet moins de particules fines puisqu'il n'y a plus de gaz d'échappement. Ce qui mitige son bilan, ce sont les besoins en métaux et l'impact de leur extraction sur la biodiversité. L'être humain tire plus de 100 milliards de tonnes de ressources par an de son environnement, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement. Les matériaux fossiles représentent 15 milliards de tonnes ; les minerais de métaux, « seulement » 9 milliards. Mais comparer une tonne et une tonne est fallacieux : il existe une différence selon le mode d'exploitation. Dans certains cas, les résidus miniers extraits peuvent polluer de façon irréversible pendant des milliers d'années. Se pose également une question technique : avec l'augmentation générale des besoins électriques, notre système électrique sera-t-il capable de faire face ? ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR J. S.

EN LUTTE

**AGRICULTEURS « ENTENDUS »**

Les exploitants français et espagnols ont levé ce mardi les blocages dans les Pyrénées-Orientales. Jérôme Bayle, figure du mouvement de contestation hivernal et participant, s'est félicité du fait que les producteurs aient été « entendus » par l'exécutif.

CHUTE MORTELLE D'UN SALARIÉ

Un travailleur de la coopérative agricole Terrena d'Ingrandes-sur-Vienne est décédé après un accident du travail, lundi 3 juin. L'homme a chuté d'un silo, de 12 mètres de hauteur. Le parquet de Poitiers a ouvert une enquête et l'inspection du travail a été saisie.

ENSEIGNE TEXTILE À VENDRE

Les salariés de 23 des 111 magasins Naf Naf ont pris part au mouvement de grève initié par SUD, le 1^{er} juin. Une mobilisation en prévision de l'audience de ce 4 juin au tribunal de commerce de Bobigny, pour examiner les offres de reprise de la chaîne.

Des JO inégalitaires pour les fonctionnaires

FONCTION PUBLIQUE

À presque 50 jours des Jeux, le flou règne sur les conditions de travail des agents du service public durant les épreuves. État des lieux des revendications, métier par métier.

« **T**out va bien se passer. » Cette réponse, nombre d'agents de la fonction publique disent l'avoir entendue de leur direction respective. Des éléments de langage qui peinent à convaincre, tant la réalité leur renvoie des signaux contraires.

À moins de deux mois des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (JOP), où 15 millions de visiteurs sont attendus, le flou domine en effet encore sur les conditions de travail auxquelles ils seront soumis.

Surcroît d'activité dans un contexte de pénurie de bras, renoncement aux congés, accompagnement social insuffisant, compensations financières aléatoires... Sur ces sujets, « tout est loin d'être réglé », confirme Céline Verzeletti. Pour la coresponsable de l'Union fédérale des syndicats de l'État-CGT, un seul principe devrait prévaloir, celui d'« une égalité de traitement ». « À mêmes contraintes, même niveau de primes. Or, ce n'est pas le cas », déplore la syndicaliste.

Pointant les ambiguïtés de la circulaire Borne de novembre 2023, ouvrant le droit aux primes JOP aux seuls agents « directement impliqués » dans la « bonne organisation » de l'événement, Céline Verzeletti dénonce une brèche ouverte aux employeurs pour exclusion de ces compensations des fonctionnaires qui font aussi leur part, « avant, pendant et après les JOP ». Résultat : « Énormément d'agents n'auront rien. »

À ces inégalités s'ajouterait « l'absence de garantie » sur les mesures d'accompagnement social des fonctionnaires : garde d'enfants, logement... Dès lors, sur le terrain, l'incertitude le dispute à l'exaspération, et l'ambition affichée par la charte sociale des Jeux de « placer les conditions de travail des salariés au cœur de l'impact socio-économique » semble tenir davantage d'une vue de l'esprit.

Si certains agents ont pu obtenir des concessions sur les primes, de lourdes incertitudes pèsent sur leur capacité à absorber un surcroît d'activité, tandis que d'autres peinent à faire entendre leurs alertes et n'excluent pas la grève pour dénoncer des « conditions de travail déplorables tout au long de l'année ».

1. Policiers : des effectifs sur le fil

Prime compensatoire D'abord plafonnée au palier de 1500 euros, fixé par la circulaire Borne – qui prévoyait trois échelons de 500, 1000 et 1500 euros –, la prime des policiers et gendarmes mobilisés en Île-de-France pourra atteindre jusqu'à 1900 euros, selon leur taux de présence. Obtenue au prix d'un bras de fer mené par deux des principaux syndicats, Alliance et Unité, la mesure a été confirmée le 26 avril par le premier ministre, Gabriel Attal, et le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin.

Taux de présence exigé Il sera de 100 % entre le 24 juillet et le 11 août et ne descendra pas en dessous des 75 % entre le 1^{er} juillet et le 8 septembre. Quinze jours de congé ont été obtenus, mais les caler s'annonce quasi impossible : « Pour les chefs de brigade, ça va être rock'n'roll », confirme Anthony Caillé, secrétaire général de la CGT police-intérieur, qui anticipe des dysfonctionnements, avec des services « mal préparés » et des agents déjà « au bout du rouleau ».

Accompagnement social Parmi les 45 000 agents mobilisés, nombre d'entre eux ignorent encore les modalités pratiques de leur venue en région parisienne, de logement et de garde d'enfants.

2. Douaniers : « Pas le droit d'être ailleurs qu'au travail »

Prime compensatoire Elle pourra atteindre 1900 euros. « On a vite compris que de nombreux collègues, pendant cette période, n'auront pas le droit d'être ailleurs qu'au travail », relate Manuela Dona, secrétaire générale de la CGT des douanes, qui avait engagé, avec d'autres syndicats, des négociations avec le ministre de tutelle Thomas Cazenave, en vue d'obtenir un alignement de cette indemnité sur celle des policiers.

Taux de présence exigé Quelque 5 500 agents des douanes seront mobilisés, avec des taux de 70 % à 100 % de présence. Quinze jours de congé ont par ailleurs été négociés. « Les collègues bénéficiant d'une compensation indemnitaire sont ceux qui sont armés, parce que l'exécutif tient à cet affichage d'uniformes dans les rues, au mépris de ce qui sera fait aussi dans les autres services », déplore Manuela Dona.

Accompagnement social Aucune mesure financière n'a été prévue, à part quelques concessions sur les chèques emploi-service. « Au final, on se demande si la prime ne va pas surtout servir aux frais de garde des enfants », ironise Manuela Dona. En outre, des solutions de logement seraient « normalement » prévues pour les fonctionnaires venus en renfort de province.

3. Conducteurs de métro et de RER : la vérité derrière « le slogan publicitaire »

Prime compensatoire Jusqu'à 1 600 euros d'indemnité compensatoire sont prévus pour les conducteurs de métro et de RER qui travailleront du 22 juillet au 8 septembre. Elle pourra être complétée par une prime « événement exceptionnel » de 44,10 euros par jour travaillé sur 12 lignes de métro et les RER A et B pendant les périodes de compétition. Soit 2 500 euros au total pour les agents de conduite. Des compensations obtenues via les accords signés après la mobilisation des syndicats, début mai. « Ces 1 600 euros, c'est un slogan publicitaire », tempère Vincent Gautheron, secrétaire de l'union syndicale CGT-RATP, qui dénonce les conditions drastiques pour obtenir ce montant maximal.

Taux de présence exigé Les données restent encore floues, les plans de transports n'ayant pas été clairement établis par l'autorité organisatrice, pas plus que n'a été communiquée l'étendue des besoins, selon la CGT. La RATP, confrontée à un manque d'effectifs, malgré ses campagnes récentes de recrutement, devrait, selon Vincent Gautheron, faire appel à des renforts en contrats précaires ou auprès de retraités, pour faire face à l'augmentation de 15 % de l'offre de transports.

Accompagnement social Aucune mesure précise n'a, pour l'heure, été communiquée, même si « le sujet a été posé sur la table », selon la CGT.

4. Cheminots : vers un accord ?

Prime compensatoire Les agents de la SNCF mobilisés du 24 juillet au 11 août, puis du 28 août au 8 septembre pourraient prétendre à une indemnité allant jusqu'à 1 900 euros, selon un projet d'accord négocié le 22 mai, au lendemain d'une grève des agents. Le texte a été signé par l'Unsa,

L'AGENDA

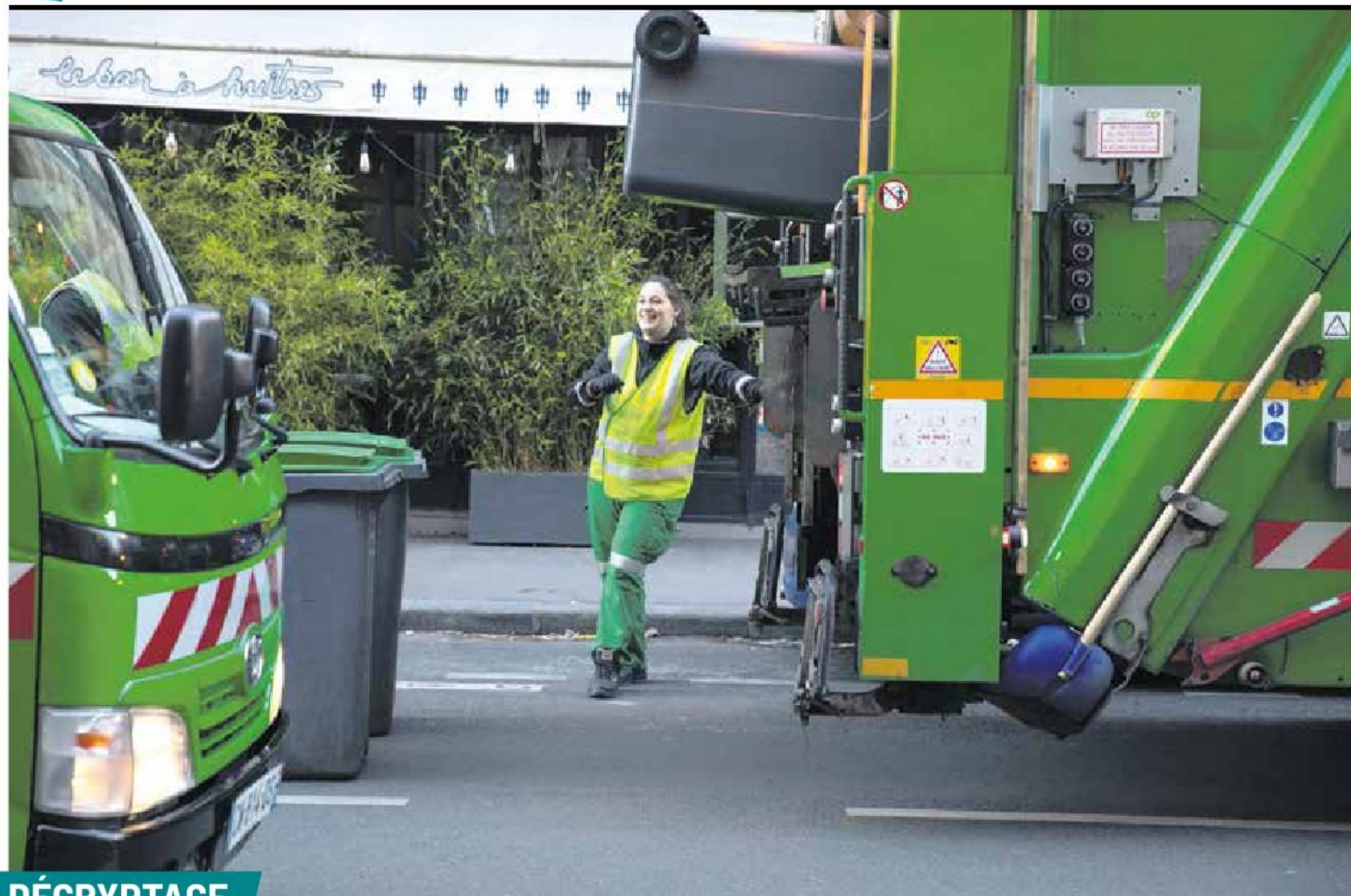


7, 13, 21 et 25 juin
Les dockers se mettront en grève, à l'appel de la CGT, pour peser sur les négociations sur l'application de la réforme des retraites

et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.
8 juin Fête des libertés à partir de 18 heures, place de la République à Paris, organisée par un collectif

réunissant des syndicats et des associations (CGT, Solidaires, Attac, LDH...), pour dénoncer les attaques contre les libertés et la criminalisation des actions revendicatives.

13 juin Les personnels de l'Autorité de sûreté nucléaire sont appelés, par le syndicat UNSP-FO, à faire grève pour dénoncer la « trahison » du gouvernement, qui ne prévoit pas pour eux d'augmentations de salaire.



Les agents de propreté urbaine de la Mairie de Paris auront fort à faire pendant les Jeux.
DAVID CESBRON/REA

DÉCRYPTAGE

SUD rail. La CGT, première organisation syndicale, a, pour sa part, déclaré hier refuser d'y apposer sa signature, dénonçant un accord « inégalitaire », qui laisse sur le bas-côté « près de 100 000 cheminots » et des conditions d'accès aux primes « trop contraintes ».

Taux de présence exigé « Cet été, le niveau de trafic ferroviaire sera supérieur à celui d'un été normal », a communiqué la SNCF, qui s'attend à transporter « jusqu'à 15 millions de visiteurs », en mobilisant « 4 500 trains supplémentaires ». Des chiffres qui expliquent des taux de présence avoisinant au moins 75 %.

Accompagnement social L'indemnité pour la garde d'enfants devrait passer de 40 à 50 euros par jour, si les syndicats valident le projet d'accord du 22 mai.

5. Hospitaliers : des congés différés

Prime compensatoire Elle ne concernera qu'une soixantaine de services (sur les 800 de l'institution hospitalière) et varie selon la fonction des soignants : 500 euros pour les médecins ; 1 200 euros pour les fonctionnaires hospitaliers de catégorie A ; 1 000 euros pour ceux de catégorie B ; et 800 euros brut pour ceux de catégorie C. Pour y prétendre, ces derniers devront renoncer à une partie de leurs vacances. « Ces primes ne concernent qu'une minorité de collègues, elles sont discriminatoires », conteste Joran Jamelot de l'Usap-CGT, qui réclame « une prime de 2 000 euros pour tous ».

Taux de présence exigé Si les directions tentent de minorer l'ampleur des besoins pour l'été, prenant modèle sur les JO de Londres qui auraient enregistré une faible fréquentation des hôpitaux, elles n'en demandent pas moins aux soignants de différer leurs congés. Une demande qui ne

passera pas auprès de ces professionnels. « Au-delà de cette reconnaissance lors des JO, nous luttons pour le long terme. Les JO passeront, mais les conditions de travail dégradées, elles, resteront », analyse Joran Jamelot.

Accompagnement social Aucune garantie n'a été apportée sur l'accès aux modes de garde, selon des sources syndicales.

6. Justice : une chambre de comparutions immédiates à Bobigny

Prime compensatoire Trois paliers de 500, 1 000 et 1 500 euros ont été déterminés le 28 mai par le ministère de la Justice, selon des critères critiqués par la CGT, qui dénonce l'invisibilisation du travail de nombreux agents. « La difficulté, c'est l'impact invisible : un dossier qui rentre au moment des JO va continuer sa vie après », explique Cyril Papon, secrétaire général CGT des chancelleries et services judiciaires, qui réclame, au-delà de ces primes, « sources de division », 10 % d'augmentation immédiate du point d'indice et le respect de la réglementation sur le temps de travail.

Taux de présence exigé « Nous avons des échos contradictoires, selon les interlocuteurs, sur les besoins en renforts cet été. C'est le plus grand flou », pointe Cyril Papon. « La directrice de greffe du tribunal a déclaré, en décembre, qu'il n'y aurait pas de congés imposés. Or, des collègues affirment avoir reçu des refus », ajoute le syndicaliste, qui évalue à 70 % les effectifs nécessaires, au lieu des 50 % annoncés. Une chose est certaine : une chambre de comparutions immédiates sera ouverte pendant les JO, au

tribunal de Bobigny, qui aura forcément des répercussions sur les effectifs, notamment ceux des greffiers.

Accompagnement social Aucune garantie n'aurait été apportée aux agents en termes de garde d'enfants et de logement, selon la CGT.

7. Agents de Paris : deux tiers d'oubliés

Prime compensatoire L'exécutif parisien a mis en place des primes par paliers, allant de 600 euros à 1 900 euros, qui concerneraient 20 000 agents (sur 60 000). Un système vertement critiqué par la CGT, qui dénonce un « système méritocratique inacceptable » et réclame une prime de 1 900 euros pour tous. « C'est l'ensemble du service public qui contribue à la réussite des jeux Olympiques aussi bien en amont, pendant et après les JO, qu'on soit puéricultrice ou que l'on travaille à la propreté. Or, avec cette décision, 40 000 agents ne toucheront rien », a de nouveau martelé Christophe Farinet, coordinateur d'un comité réunissant les neuf syndicats CGT de la Ville de Paris, lors d'une journée de mobilisation organisée hier, à l'appel du syndicat.

Taux de présence exigé Il varie selon les directions. Celles de la police municipale et de la propreté sont les plus concernées avec un taux pouvant aller jusqu'à 75 %...

Accompagnement social Une augmentation des chèques emploi-service aurait été prévue pendant les JOP. Une mesure en deçà des besoins, selon Christophe Farinet : « Ce sont des pansements sociaux qui ne contribuent pas à mettre en place une politique sociale pérenne pour les agents. »

HAYET KECHIT

« Les Jeux passeront, mais les conditions de travail dégradées, elles, resteront. »

JORAN JAMELOT, USAP-CGT



Bercy veut s'assurer que l'activité reste dans le giron français. LUDOVIC MARIN

À quelle sauce vont être mangés Atos et ses salariés ?

NUMÉRIQUE Le groupe devrait être fixé sur son sort au plus tard jeudi 6 juin. Deux repreneurs veulent croquer le fleuron de l'informatique français, amputé de deux de ses filiales stratégiques. La CGT s'inquiète des conséquences sur l'emploi.

Daniel Kretinsky ou David Layani ? Les deux hommes d'affaires ont déposé leur offre de reprise d'Atos, que le conseil d'administration a transmises à la direction du groupe, à la mandataire judiciaire et aux créanciers, chargés de déterminer la meilleure offre d'ici à jeudi. Le premier, milliardaire tchèque, a le soutien des banques, la BNP en tête. Le second, patron de Onepoint, a la faveur des créanciers, à qui il promet la majorité du capital en échange de l'écrasement de 2,4 milliards d'euros sur les 5 milliards de dette.

Aux yeux du tribunal de commerce, chacun dispose d'arguments. « Si on veut sauver le groupe, il faut bien s'intéresser au volet financier, mais je dois avouer que ces petits arrangements entre amis ne sont pas notre tasse de thé », soupire Pascal Besson, délégué syndical central CGT d'Atos. Le syndicat sera attentif au maintien de l'unité du groupe, ce que les deux repreneurs promettent, sans trop de conviction. « Nous ne sommes pas naïfs, on a vu ce que Kretinsky a fait à Casino... On se doute que plus Atos sera haché finement pour être vendu à la découpe, plus il y aura de conséquences sociales,

explique le syndicaliste. On devrait dorénavant axer nos mobilisations sur la défense des plus de 10 000 emplois en France. Quel que soit le repreneur. »

« L'ENTREPRISE DANS SON ENSEMBLE EST CONCERNÉE »

L'unité du groupe est déjà compromise par l'État. Sous la pression médiatique et politique, Bercy est finalement intervenu fin avril, pour sanctuariser deux activités dites stratégiques, qui représentent en cumulé plus du quart des emplois français d'Atos. Worldgrid, la filiale de logiciels pour le secteur de l'énergie et du nucléaire en particulier, pourrait être reprise par « EDF, ou une entreprise proche d'EDF » selon Bruno Le Maire. Quant à BDS – pour Big Data et Sécurité –, Bercy recherche des partenaires comme Thales ou Orange, mais veut s'assurer que l'activité reste dans le giron français. C'est en effet la filiale qui possède notamment les supercalculateurs utilisés pour la dissuasion nucléaire.

Mais c'est là une vision bien étriquée de la souveraineté que de la restreindre à la défense. Tech Foundations, filiale qui rassemble près de la moitié des salariés français d'Atos, s'occupe par exemple des portails

des ministères, de la carte Vitale – donc de données de santé –, du site des impôts, de France Travail... Mais ces services aux services publics ne semblent pas stratégiques aux yeux de Bruno Le Maire. « On avait misé sur l'argument de la souveraineté pour appeler l'État à garantir l'unité du groupe. Mais il est arrivé bien trop tard pour créer un effet de levier, et sur un périmètre trop petit... déplore Pascal Besson. Bercy n'apas compris que, dans les contrats que gère Atos, l'entreprise dans son ensemble est concernée. »

Il en est ainsi du cloud et des services d'intelligence artificielle, activités partagées entre BDS et Tech Foundations : quand une filiale propose du matériel, une autre peut fournir le logiciel. Même s'il a été arbitrairement scindé en deux sous les conseils du cabinet McKinsey pour essayer de récupérer plus d'argent en Bourse, Atos reste un groupe cohérent, un des trois derniers dans le monde à savoir fabriquer de bout en bout des supercalculateurs, par exemple. « C'est d'ailleurs pour cela qu'Airbus avait retiré son offre de reprise : il a vu que les périmètres entre les filiales et les contrats n'étaient pas clairs », pointe le syndicaliste. ■

PIERRIC MARISSAL

LA CHRONIQUE
JURIDIQUE DE
CHRISTOPHE
VIGNEAU
AVOCAT



Les étrangers ont droit à l'aide juridictionnelle

● Au moment où la France connaît une libération de la parole xénophobe et une progression inquiétante des idées d'extrême droite, c'est une décision particulièrement remarquable que vient de rendre le Conseil constitutionnel, le 28 mai 2024, en déclarant inconstitutionnelles les dispositions légales privant de l'aide juridictionnelle les personnes étrangères en situation irrégulière sur le territoire national. Ce dispositif fait bénéficier des justiciables, sous condition de ressources, d'une prise en charge totale ou partielle par l'État de leurs frais de justice, y compris le recours à des officiers ministériels et des avocats.

L'aide juridictionnelle garantie par l'État met ainsi en œuvre dans le droit processuel les principes constitutionnels d'égalité et de fraternité. On pouvait alors légitimement s'interroger sur la constitutionnalité de l'article 3 de la loi du 10 juillet 1991 sur l'aide juridictionnelle subordonnant dans le contentieux civil son bénéfice pour les personnes de nationalité étrangère au fait de résider régulièrement en France. C'est précisément de cette interrogation dont furent saisis les juges du Palais-Royal à l'occasion de contentieux prud'homaux menés par des travailleurs

Les systèmes d'aide judiciaire sont considérés comme un élément sine qua non de l'effectivité du droit d'accès à la justice.

sans papiers, assistés par maître Courteille, avocat du barreau de Paris.

C'est au nom de l'égalité devant la loi et du droit d'agir en justice, tels que consacrés par les articles 6 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, que le Conseil constitutionnel va censurer l'article de

loi excluant les travailleurs sans papiers du dispositif de l'aide juridictionnelle. Il va considérer que « si le législateur peut prendre des dispositions spécifiques à l'égard des étrangers, en tenant compte notamment de la régularité de leur séjour, c'est à la condition de respecter les droits et libertés garantis par la Constitution et reconnus à tous ceux qui résident sur le territoire de la République, en particulier pour se conformer au principe d'égalité devant la justice d'assurer des garanties égales à tous les justiciables ».

On ne peut que saluer cette décision qui, d'un point de vue juridique et dans le respect de l'État de droit, ne devrait souffrir d'aucune contestation. Rappelons en effet que, tant dans le droit international qu'europeen, les systèmes d'aide judiciaire sont considérés comme un élément sine qua non de l'effectivité du droit d'accès à la justice. En refusant à des personnes de bénéficier de l'aide juridictionnelle, la France portait atteinte au droit fondamental d'agir en justice, donc, au droit au procès équitable tel que défini par l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Le Conseil constitutionnel nous rappelle qu'un travailleur sans papiers ne saurait être un travailleur sans droits, en particulier les plus fondamentaux à la République. ■



Arrestation de Palestiniens par des soldats israéliens, le 8 décembre 2023, dans la bande de Gaza. Plus de 9 000 seraient actuellement détenus, dont 899 prisonniers tenus pour des « combattants illégaux ».

YOSSY ZELIGER/REUTERS

En Israël, la méthode Guantanamo

PROCHE-ORIENT

La Cour suprême israélienne examine la requête d'ONG qui exigent la fermeture du camp de Sde Teiman, où l'armée torture des prisonniers palestiniens.

Des détenus amputés en raison de l'infection de blessures causées par des menottes portées pendant des semaines, des mois. Un homme de 34 ans arrêté à Gaza en fauteuil roulant, dévoré jusqu'à la mort par des escarres purulentes. D'autres les yeux bandés, nus, déféquant dans des couches. Dans les camps où elle détient des prisonniers de guerre palestiniens capturés à Gaza, rebaptisés « combattants illégaux » pour leur dénier tout droit, l'armée israélienne fait régner l'humiliation, la violence et l'arbitraire. Elle s'adonne à des actes de torture ; elle inflige aux détenus des traitements inhumains, humiliants, dégradants.

Ces dernières semaines, le camp de Sde Teiman, dans le désert du Néguev, créé dès le déclenchement des opérations militaires israéliennes à Gaza, est devenu le symbole

de ces pratiques tortionnaires. Une sorte de Guantanamo ou d'Abou Ghraïb à l'israélienne. Dès le mois de décembre 2023, le quotidien *Haaretz* faisait état des décès de plusieurs Palestiniens dans ce camp militaire, en évoquant des « centaines de Gazaouis », hommes et femmes de tous âges, des mineurs aux personnes âgées, « emprisonnés les yeux bandés et menottés la majeure partie de la journée ». Mais c'est surtout la lettre, en mars, d'un médecin israélien ayant exercé dans l'hôpital de campagne de ce camp, qui a attiré l'attention sur le sort des Palestiniens détenus dans cette obscure prison militaire en dehors de tout cadre judiciaire. Adressée aux ministres israéliens de la Défense et de la Santé, ainsi qu'au procureur général, cette missive décrivait des captifs parqués dans des enclos en plein air, nourris avec des pailles, quotidiennement soumis à des violences entraînant des cas de fractures et d'hémorragies internes. Parmi eux, des personnes blessées, d'autres ■■■

■ souffrant de maladies chroniques, privées de traitements et de soins. « Nous devenons tous complices d'infractions à la loi », écrivait ce médecin anonyme. Réponse, alors, du porte-parole de l'armée israélienne : « Chaque procédure est contrôlée avec un soin extrême pour la dignité humaine des détenus, conformément aux principes du droit israélien et international. »

Ce n'est pas du tout l'avis des organisations israéliennes, qui ont saisi la Cour suprême d'une requête exigeant la fermeture de Sde Teiman, examinée ce mercredi. Nadji Abbas, de l'ONG Physicians for Human Rights (Médecins pour les droits humains), joint par l'Humanité, se dit pessimiste quant à l'issue de cette procédure : « Le système judiciaire, en Israël, ne protège pas les Palestiniens en détention. Moins encore depuis le 7 octobre. Nous sommes déjà allés deux fois devant la Cour su-

Les proches de ces prisonniers palestiniens ignorent tout de leur sort comme de leur localisation, ce qui s'apparente à des pratiques de disparition forcée.

prême depuis le début de cette guerre. Nos requêtes ont été rejetées. » Quant à l'enquête ouverte par l'armée israélienne, il n'en attend rien : « Dans le cas du docteur Adnan AlBursh (ce chirurgien de Gaza arrêté en décembre 2023, décédé quatre mois plus tard à la prison d'Ofer - NDLR), une enquête a été ouverte sur notre insistance. Nous en ignorons tout. Ils ne nous donnent même pas de chiffre officiel des morts en détention. » En off, l'armée israélienne distille pourtant dans la presse des chiffres contradictoires, évoquant jusqu'à une quarantaine de prisonniers morts sous les verrous depuis le 7 octobre. « Pire qu'à Guantanamo, où 9 prisonniers sont morts en vingt ans », souffle Nadji Abbas.

À Sde Teiman, comme dans les prisons militaires d'Ofer ou d'Anatot, les prisonniers palestiniens sont détenus au secret, sans accès aux avocats, ni visites du Comité international de la Croix-Rouge. Leurs proches ignorent tout de leur sort comme de leur localisation, ce qui s'apparente à des pratiques de disparition forcée. Après le 7 octobre, la Knesset a durci la « loi sur l'emprisonnement des combattants illégaux » : une personne peut ainsi être détenue sans mandat pendant 45 jours, sans contrôle judiciaire pendant 75 jours, et se voir refuser une entrevue avec un avocat pendant 90 jours, un délai renouvelable, soit 6 mois au total. Selon les chiffres fournis par l'administration pénitentiaire israélienne à Hamoked, une organisation qui fournit une aide juridique aux prisonniers, 9 112 Palestiniens étaient détenus à la date du 2 juin. Parmi eux, 899 prisonniers tenus pour des « combattants illégaux ».

CONTENTION DANS DES POSITIONS DE STRESS, PASSAGE À TABAC, PRIVATION DE SOMMEIL, ABUS SEXUELS

Dans les prisons classiques, les conditions de détention se sont considérablement détériorées depuis le 7 octobre. Et les pratiques tortionnaires ne sont pas limitées aux centres de détention militaires. « Nos médecins ont participé à cinq autopsies et, dans au moins deux cas, ils ont constaté des signes très clairs de coups, de violences ayant entraîné la mort. Un détenu relâché nous a assurés avoir été torturé à l'électricité », rapporte Nadji Abbas. Ces violences, qui existaient déjà auparavant, se sont amplifiées jusqu'à revêtir un caractère systémique depuis le 7 octobre. Dans une communication adressée en 2022 au bureau du procureur de la CPI, le Comité public contre la torture en Israël (Pcati, lire notre entretien ci-dessus) et la Fédération internationale des droits de l'homme incriminaient les services de sécurité et d'autres agents de l'État pour avoir « systématiquement soumis des Palestiniens, soupçonnés d'être impliqués dans des crimes contre la sécurité nationale, à la torture » et « à des déportations illégales des territoires palestiniens vers Israël ». Parmi les

« Dans les camps militaires, les conditions de détention sont atroces »

Tal Steiner, porte-parole du Comité public contre la torture en Israël, dénonce le sort des détenus palestiniens. Une situation particulièrement alarmante dans la base de Sde Teiman, dont l'accès est interdit aux observateurs extérieurs.

Diriez-vous que la torture à l'encontre des prisonniers palestiniens est devenue systématique ?

Absolument. Avant le 7 octobre, nous avions déjà dénoncé des cas de torture, mais ils se produisaient dans le cadre d'interrogatoires. Ce qui change, avec la guerre, c'est l'échelle à laquelle cela se passe et la dégradation extrême des conditions de détention, notamment pour les prisonniers de Gaza. Dans les camps militaires, qui sont réservés à ces derniers, le niveau de violence aveugle s'est énormément accru. Les services de sécurité ne sont plus les seuls impliqués. Les surveillants et les soldats, eux aussi, torturent.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a plus accès aux prisons. Comment parvenez-vous à vous documenter ?

Les prisons sont interdites aux journalistes, au CICR, aux familles. Mais elles sont encore ouvertes aux avocats.

Ce sont eux qui nous informent. Dans les camps militaires, en revanche, l'accès est totalement interdit. Nous devons faire confiance aux témoignages des personnes qui en sont sorties.

Quelle est la particularité du camp de Sde Teiman ?

C'est l'un des trois camps militaires affectés, par l'état-major, aux prisonniers de Gaza, qu'Israël définit comme des « combattants

illégaux ». Les conditions de détention y sont particulièrement atroces. Ceux qui en ont été libérés présentent des blessures et un état de dénutrition sévère. Deux autres camps réservés aux prisonniers palestiniens, Anatot et Ofer, sont situés sur la frontière avec la Cisjordanie. Selon Haaretz, l'armée enquêterait actuellement sur la mort de 48 prisonniers palestiniens, dont 36 étaient détenus à Sde Teiman.

Vos alertes sont-elles prises au sérieux ?

L'administration pénitentiaire nous explique qu'elle a dû absorber un nombre énorme de prisonniers, ce qui explique leurs conditions de détention. La Cour suprême affirme que la situation correspond aux exigences de sécurité. Les autorités nous invitent à leur soumettre des cas et s'engagent à les examiner. Mais la réalité, c'est un

immense déni. En vingt ans, le ministère de la Justice a été saisi de 1 450 plaintes pour torture. Toutes ont été classées sans suite.

La convention de Genève n'est-elle donc pas appliquée ?

Selon Israël, elle ne s'applique pas aux prisonniers de Gaza. Ces derniers relèvent de la catégorie des « combattants illégaux », un statut créé en 2002 pour limiter au minimum leurs droits. Depuis le

7 octobre, ces restrictions n'ont cessé de s'aggraver. Aujourd'hui, en Israël, un « combattant illégal » peut rester détenu trois mois (renouvelables - NDLR) sans voir un avocat.

Cela ne semble pas émouvoir grand monde...

De nombreuses organisations israéliennes et palestiniennes de défense des droits humains sont mobilisées. Mais au-delà, le soutien est très faible. Trois ou quatre membres de la Knesset. Quelques discours ici ou là. En réalité, la majorité de l'opinion publique israélienne n'est pas intéressée, voire soutient ce qui se passe. L'audience qui se déroulera ce mercredi, devant la Cour suprême, à propos de Sde Teiman, sera l'occasion de demander à l'État des informations sur les conditions de détention, d'exiger des visites sur place. Mais notre espoir réside surtout dans la communauté internationale. Deux rapporteurs spéciaux de l'ONU ont dénoncé la torture des prisonniers palestiniens. Notre organisation s'est publiquement rapprochée de la Cour pénale internationale. Des poursuites sont réclamées contre des dirigeants israéliens. Il y a une prise de conscience internationale. ■

roulera ce mercredi, devant la Cour suprême, à propos de Sde Teiman, sera l'occasion de demander à l'État des informations sur les conditions de détention, d'exiger des visites sur place. Mais notre espoir réside surtout dans la communauté internationale. Deux rapporteurs spéciaux de l'ONU ont dénoncé la torture des prisonniers palestiniens. Notre organisation s'est publiquement rapprochée de la Cour pénale internationale. Des poursuites sont réclamées contre des dirigeants israéliens. Il y a une prise de conscience internationale. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
ÉLISABETH FLEURY



TAL STEINER
Porte-parole du
Comité public contre
la torture en Israël

sérvices recensés : contention dans des positions de stress, passage à tabac, privation de sommeil, abus sexuels. De tels « interrogatoires » laissent de graves séquelles physiques et psychologiques ; les plaintes contre les tortionnaires sont, elles, systématiquement classées sans suite.

« La situation présente est l'aboutissement logique de la déshumanisation des Palestiniens, à l'œuvre depuis des décennies », analyse Ori Givati, de Breaking the Silence, une organisation de vétérans qui collecte des témoignages de soldats sur les crimes commis par l'armée israélienne. « Quand vous occupez par la force militaire un territoire où vivent des millions d'habitants, cela finit par éroder tout sens de l'humanité. Les atrocités du 7 octobre ont déclenché une haine, un sentiment de vengeance tels que le recours à la torture est désormais légitimé. Ce n'est plus un soldat par-ci, un

autre par-là. La maltraitance et l'humiliation sont devenues systématiques », résume cet ancien commandant de char.

Dans leur requête, Physicians for Human Rights, Hamoked, le Comité contre la torture en Israël et l'Association pour les droits civils en Israël estiment que la politique du gouvernement de Benyamin Netanyahu a permis l'installation à Sde Teiman d'un « trou noir » sans loi ni justice. Dans le même élan de protestation, le Forum des professeurs de droit pour la démocratie prévient que les actes qui sont perpétrés à Sde Teiman « peuvent constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ». Pour ces juristes, « le traitement cruel et inhumain infligé par le Hamas à nos personnes enlevées ne justifie pas une violation des obligations juridiques applicables à Israël à l'égard des détenus qu'il détient ». ■

ROSA MOUSSAOUI

Tout au long de la campagne, ils claironnaient qu'ils obtiendraient les deux tiers des 543 sièges, voire qu'ils dépasseraient les 400 députés à la Lok Sabha, la Chambre basse indienne. Si les résultats ne sont pas définitifs, les cadres du Bharatiya Janata Party (BJP, extrême droite) devront finalement se contenter d'environ 240 sièges, le plus faible total depuis l'accession au pouvoir de Narendra Modi, en 2014 (282 sièges). Il y a cinq ans, le parti extrémiste hindou avait fait élire 303 députés.

Cette année, le camp safran ne dispose de la majorité absolue que grâce à l'Alliance démocratique nationale (NDA), qui totalise un peu moins de 300 sièges, une cinquantaine de moins qu'il y a cinq ans. En face, la super-coalition de plusieurs centaines de partis progressistes, regroupés dans l'Alliance inclusive de la nation indienne pour le développement (India), obtient plus de 200 sièges, dont une centaine pour le Congrès (social-démocratie), le mouvement de la dynastie Nehru-Gandhi.

« Les électeurs ont puni le BJP », a triomphé le leader du Congrès, Rahul Gandhi, réélu dans le Kerala. « Ils vont approcher des 200 sièges, ce qui est assez inattendu », concède Jean-Luc Racine, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de l'Inde. « On peut en conclure que des craintes se sont manifestées chez certains observateurs ou chez des membres de la société civile, analyse-t-il. Je pense à un message de plusieurs anciens juges indiens qui appelaient la Cour suprême, la Commission électorale et la présidente de la République à faire attention à l'avenir de la Constitution. »

Cette dernière aurait pu être modifiée par les nationalistes si ces derniers avaient obtenu les deux tiers des sièges de la Lok Sabha, soit 362 députés. Les cadres du BJP tels que Narendra Modi et son ministre de l'Intérieur Amit Shah – tous deux réélus – viennent d'une tradition politico-militaire prônant « l'Hindutva », un hindouisme extrême souhaitant accorder moins de droits aux minorités chrétienne et musulmane du pays. En campagne, le premier ministre surnomme les quelque 200 millions de musulmans indiens les « infiltrés » ou « ceux qui ont le plus d'enfants ». La « plus grande démocratie au monde », qui a amené aux urnes 642 millions de votants ces six dernières semaines, est pourtant bâtie sur une Constitution laïque.

UN GOUVERNEMENT SANCTIONNÉ POUR SES MAUVAIS RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

Mais le BJP, aux commandes depuis une décennie, fait tout pour la parer de safran : le premier ministre ne cesse de prôner des icônes hindoues, la langue hindi ou le sanskrit, souhaitant renommer l'Inde en « Bharat ». « Heureusement qu'une grande partie de la population indienne n'est pas tombée dans le grossier piège tendu par le BJP et ses alliés », se félicite Joy Banerjee, membre de l'Indian Alliance Paris, qui rassemble les opposants de la diaspora. À la fin de la campagne, il s'est pris pour le fils de Dieu ! »



New Delhi, le 4 juin. Le premier ministre Narendra Modi à son arrivée au siège du Parti du peuple indien (BJP). ADNAN ABIDI/REUTERS

Une victoire en demi-teinte pour Modi

INDE À l'issue des législatives, le parti présidentiel s'avance vers un troisième quinquennat. Mais le sacre des nationalistes est moins important que prévu face à la percée de la coalition progressiste.

Une posture messianique « contraire à la Constitution, mais qui ne l'a pas empêché de le faire », note Jean-Luc Racine.

Cette perte de vitesse de l'extrême droite de Modi se ressent même dans ses bastions historiques, où certains des 2700 partis locaux qui se présentaient aux législatives parviennent à jouer des coudes avec les mastodontes nationaux. « Dans l'Uttar Pradesh, qui était presque imprenable, un parti régional membre de l'India risque de l'emporter, explique le chercheur. Dans le Bihar voisin, la coalition du BJP va l'emporter, mais grâce à un autre parti qui est l'un de ses alliés. » La population indienne a également sanctionné son gouvernement pour ses mauvais résultats économiques.

Alors que le pouvoir d'achat général des Indiens est toujours très bas, la première

démographie au monde ne parvient pas à créer assez d'emplois. Deux jeunes diplômés sur cinq sont au chômage, les agriculteurs ne cessent de crier leur détresse à Delhi, et l'Inde est désormais le pays des inégalités : le 1 % des plus riches possède 40 % des richesses de la fédération. « Les gens ont vu le résultat économique, le chômage des jeunes, les promesses d'un meilleur pouvoir d'achat qui n'ont pas été tenues par Modi », continue Joy Banerjee. « L'inflation alimentaire, qui touche les plus pauvres, est plus forte que le taux général », ajoute Jean-Luc Racine.

Dans les mois précédant le vote, le BJP a pourtant usé de tous les vices pour s'assurer une large victoire. Dimanche, le ministre en chef de Delhi et opposant de l'India, Arvind Kejriwal, est retourné derrière les barreaux après avoir été libéré le

temps de la campagne. Le scandale du système des obligations bancaires, qui permettait aux milliardaires et aux grands groupes de financer de façon anonyme et illimitée les partis politiques, a largement bénéficié au BJP. Ce dernier a aussi l'appui des grands groupes indiens tels qu'Adani ou Ambani, et n'a pas hésité à museler les opposants et les journalistes.

« Cette élection est un scandale démocratique ! » s'indigne Joy Banerjee, qui craint que le premier ministre Narendra Modi, devant les résultats décevants, ne « se cabre et ne devienne pire qu'avant, encore plus autoritaire ». Il n'aurait pas dû prendre pour argent comptant les sondages d'opinion ou de sortie des urnes, que la population indienne a su faire mentir. ■

AXEL NODINOT

Ces jeunes Européens tentés par l'extrême droite



ÉLECTIONS D'un bout à l'autre du continent, les nouvelles générations plébiscitent autant, voire davantage, les formations nationalistes que leurs aînés. À l'Est, elles se montrent particulièrement sensibles aux discours anti-immigration.

Lesentiment d'appartenance de la jeunesse à l'Union européenne (UE), confirmé par les récentes enquêtes, ne semble plus antinomique avec l'adhésion aux projets d'extrême droite. Pire, les jeunes électeurs et les primo-votants semblent davantage soutenir les partis nationalistes que leurs aînés dans certains États membres. Les crises économique et climatique combinées aux guerres aux portes de l'Europe et au terrorisme islamiste ont contribué à

dessiner un climat anxiogène propice à la montée de l'extrême droite.

Aux Pays-Bas, où le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders l'a emporté aux législatives de l'automne 2023, la formation a attiré plus de 18-34 ans que le reste du spectre politique avec 17 % et sa popularité est encore plus élevée chez les 16-18 ans. Un résultat qui a d'autant plus déstabilisé les observateurs que nombre de jeunes semblent s'être déterminés à la dernière minute, voyant dans cette liste une réponse aux difficultés quotidiennes et à un futur sombre. Selon l'économiste Servaas

Storm, de l'Institut pour une nouvelle pensée économique (libéral), « la plupart des électeurs sont confrontés à la crise du coût de la vie, (...) à la précarité économique, à la pénurie de logements abordables et au partage inégal des coûts des politiques d'atténuation des effets du changement climatique. En tant qu'éternel outsider et critique populiste de l'« élite dirigeante », Wilders exploite facilement le gouffre de la colère populaire ».

Les études allemandes et finlandaises suggèrent quant à elles que les écologistes, qui ont su attirer la jeunesse lors des précédentes élections, pourraient accuser le coup

lors des européennes. Les jeunes Allemands sont 14,5 % à déclarer vouloir voter pour l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) ; le groupe le plus important restant celui des indécis (25 %). Au Portugal, où Chega est arrivé en troisième position avec 18 % des suffrages lors des législatives de mars, un votant sur quatre de 18 à 34 ans a voté pour les nostalgiques de la dictature de Salazar, considérant qu'il s'agissait là d'une offre nouvelle. Les plus âgés demeurent fidèles à l'offre née de la transition démocratique. Même schéma dans le nord de l'Europe où le Parti des Finlandais, arrivé deuxième lors des législatives de 2023, est moins populaire chez les plus de 65 ans.

Bulletin de participation à l'assemblée générale de la S2LH

Merci de confirmer votre participation auprès de la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité
5 rue, Pleyel 93528 Saint-Denis cedex. Tél : 01.49.22.72.90 – courriel : lectriceslecteurs@humanite.fr

Si vous ne pouvez y participer, merci de remettre le pouvoir ci-dessous à l'adhérent de votre choix y participant.

Je participerai à l'Assemblée générale le samedi 8 juin 2024, de 10 heures à 14 heures.

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. Courriel

Et au déjeuner sur place : ☐ OUI ☐ NON

Pouvoir

Je soussigné(e) Monsieur ou Madame (rayez la mention inutile), membre de l'association Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité, dont le siège social est à Saint-Denis (93528), au 5, rue Pleyel, donne pouvoir à : Monsieur ou Madame (rayez la mention inutile) : pour me représenter à l'assemblée générale qui se tiendra à Grand auditorium, de l'immeuble Calliope, à Saint Denis (93528), le samedi 8 juin 2024, à partir de 10 heures, à effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant : approbation du rapport moral, approbation du rapport financier du conseil d'administration ; renouvellement du conseil d'administration ; divers.

Fait à, le Signature précédée de la mention « bon pour pouvoir »

UN VOTE QUI SÉDUIT PLUS LES HOMMES QUE LES FEMMES

Ce vote demeure largement corrélé au genres comme c'est le cas en Belgique où le Vlaams Belang séduit davantage les jeunes hommes. Près de 32 % des hommes de la génération Z (née entre 1997 et 2010), en âge de mettre un bulletin dans l'urne, pourraient se prononcer pour les nationalistes flamands aux régionales, nationales et européennes du 9 juin. Les femmes seraient seulement 9 % à adopter le même comportement électoral. Une donne qui a amené le Vlaams Belang à lisser son image.

Selon l'Eurobaromètre, 35 % des 15-24 ans du continent et 42 % des 25-34 ans avaient une vision négative de l'immigration en 2023. Ce chiffre explose en Pologne et en Hongrie où la génération Z plébiscite à 52 % les politiques de fermeture des frontières (contre 42 % des millennials, 1980-1996, et 39 % de la génération X, 1964-1979). Dans cette partie de l'Europe, le premier ministre hongrois Viktor Orban demeure vent debout contre l'idée d'une répartition des migrants prévue par le pacte asile et migration. Également sur les routes migratoires, Chypre et Malte voient leur jeunesse faire preuve de moins de tolérance que leurs aînés vis-à-vis des exilés. Dans ce dernier pays, le négationniste Norman Lowell, qui conduit la liste d'Imperium Europa, était condamné pour incitation à la haine raciale en 2008. ■

LINA SANKARI



Mbappe, Barcola et Zaire-Emery, ici lors du match Lens-PSG, le 14 janvier, ne décrocheront pas de médaille olympique. JEAN CATUFFE/DPP/AFAP

Aux Jeux, les stars manquent à la pelle

FOOTBALL Kylian Mbappé aux JO, ça se complique ! Non inscrit au calendrier international, le tournoi olympique de foot verra nombre de grands joueurs absents. La raison ? Le profond et très ancien désaccord entre le Comité olympique et son homologue international du ballon rond.

Un secret de Polichinelle ! Kylian Mbappé n'ira pas aux JO de Paris. Il y a encore quelques mois, tout le monde espérait voir l'un des meilleurs joueurs du monde être de la fête parisienne, mais fallait-il encore que toutes les instances internationales, nationales, concernées, se mettent d'accord. Que pouic... la toute nouvelle recrue du Real Madrid n'a pas reçu, à ce jour, un bon de sortie pour, après l'Euro, enchaîner avec une deuxième compétition, celle-ci olympique. Lors d'un déjeuner à

l'Élysée, pour les 120 ans de la Fédération internationale de football (Fifa), le président Macron a bien tenté d'infléchir Florentino Pérez, le patron du Real, afin de laisser Kylian disputer les Jeux dans sa ville : que tchi...

Bien qu'intermédiaire prestigieux ayant déjà œuvré maintes fois auprès de « Kiki » afin, notamment, qu'il poursuive sa carrière au PSG, cette fois-ci, le petit one to one n'a semble-t-il pas été suivi d'effet. Peau de balle... Le Real Madrid n'aurait vu aucun inconvénient à la participation du Français aux JO, si le tournoi olympique se situait lors d'une fenêtre Fifa. Or, ce n'est

pas le cas. De plus, à peine recruté dans la capitale espagnole, le joueur, malgré ses désirs de représenter la France, n'a aucune envie d'aller au clash avec sa toute nouvelle maison blanche.

Un imbroglio qui, pour l'instant, ne risque pas de se régler. En effet, les mauvaises relations entre la Fifa et le Comité international olympique (CIO) sont aussi vieilles que la naissance des deux instances internationales. De tout temps, le CIO en parangon de vertu du sport amateur a vu d'un mauvais œil ce football professionnel et a tout fait pour que celui-ci périclite. De son côté, la Fifa ne s'est jamais gênée

pour lui rendre sa monnaie de la pièce. Et des pièces sonnantes et trébuchantes, il y en a à ramasser pour l'un comme pour l'autre ! En 1999, par exemple, la Fifa a imposé que les matchs disputés dans le cadre des JO depuis 1960 ne soient pas comptés comme des rencontres de sélection nationale. Petit tacle ! Dans le même ordre d'idée, l'instance du football international n'a toujours pas inscrit le tournoi olympique dans son calendrier. Carton jaune !

Cumuler un Euro puis les Jeux de Paris peut devenir un risque physique pour le joueur et une grosse perte financière pour le club.

En conséquence, elle décide de ne pas arbitrer les litiges entre fédérations nationales, qui veulent leurs meilleurs représentants pour les Jeux, et les clubs, qui, eux, ne veulent pas lâcher leurs joueurs.

RETOUR SUR INVESTISSEMENT

Alors, certes, entre hypocrisie et cynisme, de bonnes raisons peuvent être mises sur le tapis vert par la Fifa qui, tout comme le CIO, aime à voir ses caisses se remplir. L'une des raisons se justifie : la santé des joueurs. La multiplication des rencontres et compétitions internationales use les corps et les esprits. Cumuler un Euro puis un tournoi olympique peut devenir un risque physique pour le joueur et une grosse perte financière pour le club. Ainsi le LOSC Lille a décidé de ne pas envoyer Lucas Chevalier, Bafodé Diakité et Leny Yoro. Dans *l'Équipe*, le président du club, Olivier Létang, s'est justifié : « Nous avons une échéance extrêmement importante pour notre club : les barrages de la Ligue des champions. » De son côté, le PSG a libéré Achraf Hakimi qui n'a pas de compétition en juin avec le Maroc, mais a refusé que ses deux jeunes pépites françaises, Bradley Barcola et Warren Zaïre-Emery, déjà concernés par l'Euro, soient de l'aventure olympique. Derrière la peur de la casse physique, qu'on le veuille ou non, se cache aussi la nécessité d'un retour sur investissement : « *Business is business !* »

Face à cela, Thierry Henry, sélectionneur de l'équipe des olympiques, joue la surprise – hummmm ? – et n'a eu d'autre choix que de composer en fonction de ceux qui avaient l'autorisation. Il n'a, pour l'instant, retenu que deux joueurs de plus de 23 ans, parmi lesquels l'attaquant de l'Olympique Lyonnais, Alexandre Lacazette, « un joueur de qualité, un meneur d'hommes ». Le joueur de 33 ans, avec ses 19 buts cette saison en championnat, est encore une valeur sûre. Il a aussi appelé Jean-Philippe Mateta. Auteur d'une saison remarquée et remarquable en Premier League, l'attaquant de 26 ans, qui évolue depuis 2021 sous les couleurs du Crystal Palace, a fait trembler les filets d'Angleterre 19 fois en 39 matches. ■

ÉRIC SERRES

Tous les visages et les corps d'Orlando

CINÉMA Dans un dialogue avec le roman de Virginia Woolf, le philosophe Paul B. Preciado mène une réflexion sur la transidentité et la non-binarité.

Orlando, ma biographie politique,
de Paul B. Preciado, France, 1h38.

Si le titre n'était déjà pris par la poétesse américaine Gertrude Stein, le film pourrait s'intituler *Autobiographie de tout le monde*. Initialement diffusé sur Arte, ce geste hybride, entre fiction et documentaire, donne à entendre une parole collective où s'incarne au pluriel la figure d'Orlando. Publié en 1928, le roman de Virginia Woolf met

en scène, pour la première fois dans l'histoire de la littérature, un personnage qui change de sexe. Jeune noble anglais de l'époque élisabéthaine, Orlando va traverser quatre siècles et plusieurs métamorphoses jusqu'à devenir une femme de 30 ans. Philosophe trans, spécialiste des études de genre, Paul B. Preciado a lu le livre à l'âge de 14 ans, bien avant de savoir qu'il était possible de changer de sexe. Un jour, quelqu'un lui a demandé pourquoi il n'écrivait pas sa biographie : « *J'ai répondu : "Parce que, fucking, Virginia Woolf l'a écrite à ma place."* » De là est née l'idée d'écrire une lettre à l'écrivaine anglaise, morte en 1941 par suicide, noyée dans la rivière Ouse, les poches lestées de cailloux.

Pour restituer toute la puissance poétique et subversive de cette œuvre majeure et expérimentale, jugée scandaleuse



L'actrice Kori Ceballos dans *Orlando, ma biographie politique* de Paul B. Preciado.

par la famille de Vita Sackville-West, amante de Woolf et modèle d'Orlando, il fallait trouver une forme qui transcende les genres cinématographiques. Tournant le dos à l'adaptation trop sage réalisée en 1992 par Sally Potter, Paul B. Preciado mêle le jeu et les récits de soi, unifiant l'ensemble par sa propre voix off. Présent à l'image au début du film dans une scène nocturne de collage poétique qui rappelle le geste des activistes féministes, il disparaît ensuite pour laisser la place à 27 personnes, entre 8 et 70 ans, qui incarnent Orlando, ensemble ou à tour de rôle. « Iels » s'appellent Oscar, Yanis, Ruben, Liz ou Elios et se définissent pour la plupart comme non binaires. Avec une colerette élisabéthaine comme seul élément de costume, iels mêlent leur propre histoire et texte de Woolf, réécrit à la première personne du singulier.

LES FRONTIÈRES ENTRE PASSÉ ET PRÉSENT, ENTRE RÉEL ET FICTION, SONT ABOLIES

Il y a quelque chose de très doux dans la manière dont iels s'approprient le roman et la langue de Woolf, en les faisant résonner au présent. Comme dans cette très belle séquence où Ruben, 15 ans, qui se définit comme garçon trans, est face à Castiel, également en transition, l'acteur qui incarne Sasha, la personne dont Orlando tombe amoureux pendant le grand gel de 1608. Devant un cyclorama qui figure un paysage de neige, tout se mélange, les frontières entre passé et présent, entre réel et fiction, sont abolies. Comme au théâtre, l'illusion est d'autant plus réussie que les ficelles sont apparentes : le maquillage, les changements de costumes ou l'installation d'un micro sont à vue. Se dégage de l'ensemble une impression de fluidité qui correspond parfaitement à celle du roman et à celle que revendiquent les personnes non binaires.

Vingt-sept personnes incarnent le rôle principal, « iels » s'appellent Oscar, Yanis, Ruben, Liz ou Elios.

Poétique, ce premier long métrage n'en est pas moins politique jusque dans sa dimension décoloniale. Dans ce voyage au pays des métamorphoses, Paul B. Preciado insère des séquences qui disent toute la violence, tous les obstacles auxquels sont confrontées les personnes trans et non binaires. Depuis le XIX^e siècle, la médecine, notamment psychiatrique, s'est emparée des corps trans en voulant à tout prix les normaliser, les binariser. C'est cette autorité maltraitante qu'incarne Frédéric Pierrot (le psy de la série *En thérapie*), dans le rôle du Dr Reine, transposition du pouvoir incarné de la reine Élisabeth I^{re} à l'époque d'Orlando. Comme le fait remarquer le cinéaste et philosophe, le passage chez le psy est le sésame obligé pour qui veut obtenir un traitement hormonal, puis changer de genre pour l'état civil. La beauté du film réside dans sa capacité à s'affranchir des assignations, qu'elles soient médicales, sociétales ou administratives, à montrer des corps et des personnalités en mouvement, en perpétuelle mutation.

À travers des images d'archives de Christine Jorgensen et Coccinelle, premières femmes trans à être allées au bout du processus de réassignation sexuelle dans les années 1950, on mesure aussi le chemin parcouru. Figure majeure de la nuit dans les années 1980, physionomiste au Palace et membre des Gazolines (avec Hélène Hazéra et Maud Molyneux), Jenny Bel'Air, l'un des 27 Orlando de Paul B. Preciado, assure le passage de témoin entre les générations. On appréciera aussi la citation du *Corps lesbien*, de Monique Wittig, que lit l'un des Orlando, et la présence de figures queer comme les artistes Pierre et Gilles ou l'écrivaine Virginie Despentes. Manifeste d'une révolution en marche, *Orlando, ma biographie* est un film qui pense et fait bouger les lignes et les regards, jusque dans son bricolage formel assumé. On a tous quelque chose en nous d'Orlando. ■

SOPHIE JOUBERT



Une réflexion sur la solidarité familiale avec Laly Mercier (Lucie), Mathias Leguât Hammond (Philémon), Élodie Bouchez et Jean-Charles Clichet dans le rôle des parents. MANUEL MOUTIER

Philémon, un adolescent vampirisé par l'amour

CINÉMA La famille Féral, nouvellement installée dans un village des Vosges, suscite les interrogations des habitants. Que cache-t-elle ?

En attendant la nuit,
de Céline Rouzet, France, 1h 44

L'héoglobine a le vent en poupe chez les cinéastes françaises. En témoignent *The Substance*, de Coralie Fargeat, récemment primé à Cannes, ou Julia Ducournau avec *Titane*, Palme d'or (2021) audacieuse et mal-aimée, et plus encore avec *Grave*, son body horror assumé autour de l'anthropophagie. Mais si *En attendant la nuit*, premier long métrage de fiction d'une cinéaste venue du documentaire, lorgne également l'érythrocyte, Céline Rouzet flirte davantage avec la romance adolescente et la chronique rurale qu'avec le film d'horreur.

Au commencement, il y a Philémon (Mathias Leguât Hammond), nouveau-né qui tète jusqu'au sang. On le retrouve dix-sept ans plus tard dans les années 1990. La famille Féral s'est agrandie avec Lucie (Laly Mercier), sa petite sœur. Quant à leurs père et mère (Jean-Charles Clichet et Élodie Bouchez), ils couvent leur progéniture et tentent de la prémunir de l'extérieur. Les Féral sont quasiment

devenus un clan. Car Philémon se débat avec une étrange singularité. Il doit se nourrir de sang. Et c'est pour lui que le quatuor a rejoint un village des Vosges. Laurence, la mère, s'est fait engager au centre de prélèvement sanguin où elle s'approprie à la dérobée quelques poches déclarées impropres pour alimenter son fils. Philémon se doit de rester discret pour éviter le soleil, dangereux pour sa peau diaphane et son métabolisme, et de fournir des indices qui révéleraient son addiction. Mais une adolescente, Camila, attire son attention. Il veut à tout prix la revoir. Et cette obsession lui fait de plus en plus baisser la garde.

MÉCANISMES D'INTÉGRATION ET D'EXCLUSION

Au-delà d'une variation sur le film de vampires, Céline Rouzet interroge les mécanismes d'intégration et d'exclusion dans une communauté constituée. Car ici, c'est le regard de la norme sur la différence qui l'intéresse ainsi que la question de la transgression. Philémon n'est pas un assoiffé de sang ou un monstre. Il figure davantage une personne en situation de handicap, qui cherche sa place dans un environnement

inadapté. *En attendant la nuit*, c'est l'histoire d'un adolescent confiné dans l'ombre, qui veut enfin voir la lumière, et une réflexion sur la solidarité familiale. Jusqu'où peut-on aller pour protéger son fils de la violence supposée du monde, d'une singularité qui marginalise et d'un conformisme qui veut imposer sa loi ? Pas sûr que Céline Rouzet y apporte une réponse définitive mais elle a le mérite, avec ce vampire amoureux, de faire bouger les lignes et nos certitudes d'être toujours du bon côté de la barrière.

Certes, tout n'est pas parfait dans cette œuvre où derrière l'apparente bienveillance pointent la méfiance et le rejet. Par exemple, deux séquences aux allures de clips vidéo peinent à s'insérer dans le récit. C'est dommage car la musique de Jean-Benoît Dunckel, cofondateur du duo Air, participe au côté envoûtant de ce premier long métrage. Heureusement, la fluidité du montage de Léa Masson et le contraste entre les séquences diurne et nocturne épatent. Et il y a, dans ce désir de cinéma, les premiers pas prometteurs d'une réalisatrice à suivre. ■

MICHAËL MÉLINARD

La recherche de l'amour au bout d'un souterrain

CINÉMA Un anime romantique sur la relation à rebondissements de deux lycéens qui découvrent un tunnel permettant de réaliser un rêve apparemment impossible. Aussi classique qu'émouvant.

The Tunnel to Summer, de Tomohisa Taguchi.
Japon, 2022, 1 h 24

Si le teen movie en images réelles est une denrée relativement rare dans le cinéma nippon – contre-exemple mémorable, *Typhoon Club*, de Shinji Somai, qui ressort prochainement en salle –, c'est presque un genre à part entière de l'anime, le plus souvent mixé à la comédie romantique. L'une de ses particularités, d'où découle son caractère addictif, qui transcende ses enjeux sur un mode métaphysique, réside dans ses paradoxes spatio-temporels. Dans le film de Tomohisa Taguchi, tiré d'un roman ainsi que de son adaptation manga, le « tunnel » du titre ne mène pas tant vers l'été (« summer »), que vers l'éternité, potentiellement, si on n'y prend pas gare – c'est-à-dire si on s'y attarde trop. La séduction de cette histoire fascinante et bouleversante tient à cette projection fantasmagorique et surnaturelle vers l'inconnu, provoquée par la découverte d'un souterrain enchanté qui exauce certains vœux. Plus concrètement, il favorise une relation sentimentale entre deux lycéens empruntés, Anzu et Kaoru, qui sera différée durant de longues années avant d'aboutir.



La relation sentimentale entre Anzu et Kaoru acquiert une dimension quasi cosmique. NATSUENO

Cet anime de facture classique recèle de plus un arrière-plan psychologique suffisamment complexe pour le rendre poignant. Outre le fait que le tunnel permette avant tout à Kaoru de retrouver sa petite sœur Karen morte dans un accident, ce qui a disloqué sa famille, il génère cette love story à éclipses (et ellipses) que l'incertitude et le temps rendront de plus en plus romantique. Cette incertitude est liée à la particularité du tunnel, qui agit comme un accélérateur temporel. En effet, il se situe dans une dimension parallèle ; trois secondes passées dans ce souterrain équivalent à deux heures dans le monde réel. On n'est pas très loin du mythe d'Orphée, repartant au fin fond des enfers pour récupérer sa dulcinée. Ce n'est pas aussi tragique ici, comédie romantique oblige, mais cela génère néanmoins un vertige ; la simple amourette esquissée innocemment au départ entre les deux lycéens acquiert une dimension

quasi cosmique. L'autre paradoxe spatio-temporel, inhérent au film d'anime et au dessin animé en général, est que le temps ne semble pas avoir de prise sur les per-

On n'est pas très loin du mythe d'Orphée, repartant au fin fond des enfers pour récupérer sa dulcinée.

sonnages stéréotypés (grands yeux, nez pointu), qui conservent leur apparence enfantine une décennie plus tard (voire plus). Disons que cela fait partie des conventions du genre, que l'on accepte d'emblée. Tout compte fait, on n'est pas choqué que Tintin ou Astérix ne vieillissent jamais. De toute façon, quels que soient le destin des personnages et la façon dont la narration évolue, son ambiance relativement légère et sa candeur adolescente ne seront pas remises en cause. Au-delà de sa virtuosité, de sa trajectoire émotionnelle en dents de scie et de sa façon de transgresser les contingences rationnelles du monde réel, l'anime reste envers et contre tout un éternel et jouissif bain de jouvence. ■

VINCENT OSTRIA

Dissidente, de Pier-Philippe Chevigny,
Canada-France, 1 h 29

Le premier long métrage de Pier-Philippe Chevigny a changé de titre en traversant l'Atlantique. Intitulé *Richelieu*, d'après le nom de cette région agricole québécoise où se déroule l'action, le film est devenu *Dissidente* en France, sans perdre pour autant la puissance de son propos. Ariane Castellanos y interprète avec beaucoup de justesse une femme homonyme criblée de dettes à la suite des multiples fraudes de son mari, désormais en prison. Pour les rembourser, elle se trouve contrainte d'accepter un emploi de traductrice auprès d'ouvriers guatémaltèques dans une usine locale. Mais le « job » implique plus que ses compétences linguistiques. Ariane va rapidement se retrouver prise en étau entre le responsable de l'usine, lui-même mis sous pression par le patron français de l'entreprise, et les travailleurs subissant des conditions de

Dissidente, ou le capitalisme à tous les étages

CINÉMA Pier-Philippe Chevigny livre un premier film choc, où des ouvriers guatémaltèques subissent de plein fouet la violence sociale dans une usine au Québec.

travail déplorables pour un salaire de misère. Ariane, elle-même fille d'un père guatémaltèque, se mue en super-DRH, rapidement perçue comme une pseudo-syndicaliste par son supérieur ou comme une traîtresse par les ouvriers.

L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS

Le film démontre sans manichéisme une succession d'injustices, dont la traductrice perçoit peu à peu la portée : des caméras dans les dortoirs, la nécessité de payer une cotisation syndicale sans avoir le droit de se syndiquer... Une chaîne de violences sociales qui s'ajoutent à des tâches déjà éprouvantes. Car, dans cette usine, il est question d'un labeur « qu'aucun

intérimaire québécois ne ferait pour 10 dollars de l'heure ». Tout est verrouillé, les droits des travailleurs étrangers bafoués, une série de règles kafkaïennes leur interdisant toute forme d'aide qui pourrait apaiser leurs maux. Leurs rares moments de relâchement sont sanctionnés. La machine capitaliste bien huilée rend même les victimes bourreaux. La pression de la perte d'emploi est permanente, à tous les échelons de la hiérarchie, assurant une totale docilité. Diviser pour mieux régner. Se soigner devient impossible, assister à l'enterrement d'un proche également. En filigrane plane la nécessité d'accroître toujours plus le rendement. Le film met aussi en lumière l'exploitation mutuelle des

travailleurs reversant une partie de leur salaire à des congénères les ayant « pistonnés » pour obtenir l'emploi. Pour Ariane, difficile de penser à elle-même au milieu de la détresse de tous ceux qui l'entourent.

Dans *Dissidente*, la photographie est soignée, jamais lisse. Pier-Philippe Chevigny dénonce ainsi le programme de travailleurs étrangers temporaires, mécanisme permettant aux entreprises canadiennes d'importer de la main-d'œuvre du Mexique, du Guatemala ou des Philippines. Ces travailleurs doivent repartir dès la fin de leur contrat, pour quelques semaines ou plusieurs mois. Des allers-retours qui se répètent parfois des décennies durant. Dès 2013, le réalisateur avait envisagé un documentaire sur le sujet, avant de comprendre qu'il aurait du mal à faire parler des témoins, apeurés par le risque de représailles. La fiction s'est alors imposée, et le résultat final lui donne raison. Le cinéaste québécois parvient à mettre au jour les ressorts de l'esclavage moderne par une mise en scène brute au service d'un propos brutal. ■

PABLO PATARIN

Vivre sa meilleure vie, mais à quel prix ?

PLATEFORME Sous couvert d'une exploration du multivers, France Télévisions propose une série fantastique de qualité qui mêle questions métaphysiques et urgence écologique.

Bugarach, France.tv

Le petit village de Bugarach (Aude) est depuis longtemps la capitale officieuse des illuminés. Il est ancré dans l'imaginaire que la montagne qui le surplombe serait le lieu de manifestations étranges : y seraient cachés, au choix, le trésor des Templiers, le tombeau du Christ ou une base extraterrestre... mais la liste n'est pas exhaustive. Bizarre que cette matière, bien qu'ayant provoqué un afflux de pèlerins (et son cortège médiatique !) en 2012, persuadés que les environs seraient épargnés par une fin du monde prédite par les Mayas, n'ait jamais accouché d'une fiction. Oubli réparé, et plutôt de belle manière.

Émilie (Marilyn Lima, vue dans la série *Avenir*) se laisse sombrer après la mort de son père dans un mystérieux accident d'hélicoptère. Ses amies Justine (Lula Cotton Frapier, *Mixte*) et Tessa (Lisa do Couto Teixeira, *Barbaque*) la convainquent d'aller sur les lieux du crash, sur le mont Bugarach, pour y chercher des réponses. Accompagnées de Will (le comédien de théâtre Matthieu Carle, dont c'est la première série), elles vont y découvrir une « anomalie », un passage vers d'autres dimensions, et peut-être le moyen de changer leur destinée. Mais vouloir vivre d'autres vies que la sienne n'est pas sans danger, et peut avoir un impact sur son entourage. Émilie et Justine vont le découvrir de façon violente.

Et si l'on avait la possibilité d'explorer tous les embranchements de vie créés par nos choix ? Ces choix nous

définissent-ils ? Et jusqu'où notre libre arbitre peut-il s'exercer quand (si) le destin est déjà tracé ? *Bugarach*, en surfant sur les rumeurs qui ont fait de cette commune le triangle des Bermudes français, prouve que l'exploration du multivers, et des grandes questions métaphysiques sous couvert de divertissement, n'est pas réservée à Marvel.

Mais une autre question, tout aussi inquiétante, hante la série, selon son réalisateur, Fabien Montagner, interrogé fin mai par le journal local *l'Indépendant* : l'urgence écologique. Émilie et ses amis vont en effet se retrouver à lutter contre un projet d'extraction de gaz de schiste dans la région. Afin de « sensibiliser les plus jeunes », le réalisateur voulait « pointer du doigt les dangers de la dépendance énergétique et le risque qu'ils représentent pour la santé de la planète ».

Il est loin le temps où l'on pouvait (gentiment) se moquer des productions de fiction des antennes régionales de la télévision publique. Cette coproduction Tabo Tabo Films, Cantina Studio et France 3 Occitanie prouve le bond qualitatif effectué, de l'écriture à la réalisation en passant par le casting. La série, écrite par Philippe Paumier et Fabien Montagner, bien que visant un public adolescent-jeunes adultes, est largement comparable avec ce qui s'est fait dans le genre ces dernières années (*Vortex* sur France 2, *Avenir* sur TF1). L'exercice est plutôt bien troussé, mais laisse le spectateur sur sa faim. Heureusement la dernière

scène, qui voit revenir un personnage que l'on avait pour ainsi dire oublié, laisse entrevoir de nouveaux développements. À quand la suite ? ■

GRÉGORY MARIN

La série surfe sur les rumeurs qui ont fait de cette commune le triangle des Bermudes français.



Tessa (Lisa do Couto Teixeira), William (Matthieu Carle), Justine (Lula Cotton Frapier) et Émilie (Marilyn Lima). LYDIE LECARPENTIER / FTV / CANTINA

Sigourney Weaver, une femme qui en a dans le ventre

TÉLÉVISION Arte explore le parcours de l'actrice américaine, courageuse tant à l'écran que dans ses choix de carrière. Sympathique mais un peu répétitif.

Sigourney Weaver, héroïne de style, Arte, 20h55

Sigourney Weaver est plus connue sous le nom de Ripley, l'héroïne emblématique d'*Alien*, la saga qui a lancé sa carrière et lui a très vite donné une légitimité. En 1979, à la sortie du film, une femme qui met une raclée aux hommes à elle toute seule, ce n'est pas monnaie courante dans le cinéma hollywoodien. Les téléspectateurs ont vu Foxy Brown ou la princesse Leia pistolet à la main, mais Ripley est la première à apparaître avec un lance-flammes. Elle s'approprie le débardeur, plutôt masculin à l'époque, ou le treillis. Sa grande taille lui évite les rôles traditionnels dans lesquels on enferme volontiers les femmes, mais c'est surtout la science-fiction qui lui permet de s'affranchir des règles du cinéma de l'époque. La tueuse d'aliens donne l'exemple à toute une génération d'héroïnes, ni douces ni gentilles, les armes à la main. Mais Sigourney ne s'enferme pas non plus dans ce nouvel archétype. Elle joue volontiers dans des comédies à succès comme *SOS Fantômes*, *Working Girl* pour la comédie romantique, ou des drames, avec, par exemple, *Gorilles dans la Brume*, assurant sa longévité dans l'industrie. C'est aussi son courage d'actrice qui l'a fait perdurer ainsi. Elle retourne volontiers dans la science-fiction en incarnant une scientifique pour *Avatar*, mais accepte sans même lire le scénario son propre personnage parodié dans la série française *Dix pour cent*.

Un documentaire intéressant pour explorer ses personnages moins connus, même s'il a tendance à tourner en rond, se révélant assez répétitif dans la description de ses rôles et son image de femme forte. ■

EMMA MEULENYSER

La guerre se cache-t-elle dans le détail ?

Apocalypse : les débarquements, France 2, 21h10

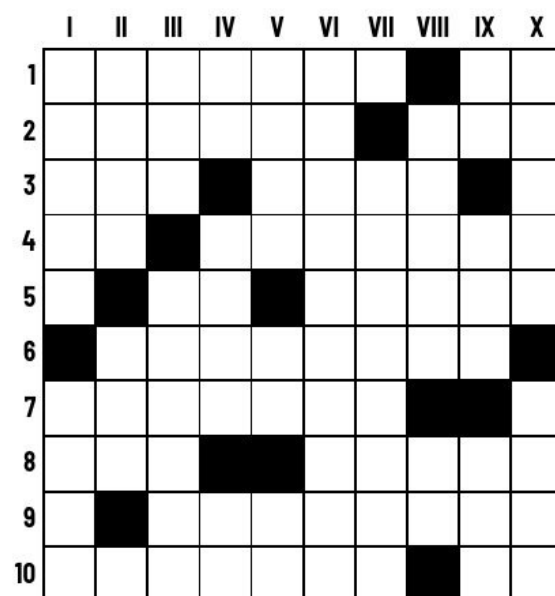
TÉLÉVISION Deux débarquements, Normandie et Provence, sont au menu de la série *Apocalypse*. Mais Isabelle Clarke et Daniel Costelle ne se sont pas intéressés qu'à ces quelques jours de juin et août 1944. En remontant le fil des décisions politiques, des stratégies des Alliés pour duper les nazis, le duo documente ces années de préparation. La grande force de la série tient à sa narration et à la richesse des archives. C'est hélas ce qui pêche ici : on ne sait pas ce qu'on regarde. Actualités approuvées par les nazis ou Vichy ? Images filmées par les Alliés ? On peut aussi s'agacer de partis pris dès que l'on parle de l'Union soviétique. Long (2 heures), fastidieux, et souvent approximatif. ■

Ca. C.

Carnet

André Leplat est décédé à l'âge de 101 ans. Engagé dans la Résistance à 17 ans, il participe à la libération de Paris les armes à la main. Apprenti-pâtissier, vendeur sur les marchés parisiens, il devient membre de la CGT et du PCF, où il prend très vite des responsabilités en devenant secrétaire de section du Pré-Saint-Gervais puis de Vincennes. Membre du comité de la ville de Montreuil, il est appelé par le PCF à rejoindre le bureau de la section Politique extérieure (Polex) du Comité central, où il collabore de nombreuses années avec Maxime Gremetz, plus particulièrement sur le secteur Asie. Engagé également au sein de l'Association d'amitié franco-vietnamienne, aux côtés de Madeleine Riffaud et Henri Carpentier, il est l'un des chefs d'orchestre au quotidien de l'association. Jusqu'au bout, il est resté fidèle à ses engagements. Ses obsèques se dérouleront le jeudi 6 juin, à 13h45, au cimetière intercommunal de Roissy-en-Brie Pontault-Combault, en Seine-et-Marne. L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 23 956 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Assemblée de personnes. À ce point. 2. Hors du champ de la réalité. Petite ornière dans une chaussée lorsqu'il est de poule. 3. Extrait de la fêrue. Sur la baie des Anges. 4. Adverbe de négation. Plante voisine du colza. 5. Pronom personnel. Des manches de pinceaux. 6. Amener. 7. Observerais avec attention et en secret. 8. Stand forain. Un pied de deux syllabes. 9. Vadrouillerais. 10. Veste de lainage léger. Possessif.

VERTICALEMENT

I. Gai. Éventaie de boucher. II. Dialecte celtique. Une bonne pomme. III. Bison d'Europe. Enroulements de coquilles. IV. Un nouveau qui sait déjà se faire entendre. Scorpion d'eau. Une île du littoral Atlantique. V. Victoire napoléonienne. Métal. Petit cours d'eau. VI. Vergers. VII. Un mètre carré. VIII. Immaculée. À moi. IX. À ce point. Indication sur une partition. Répétition. X. Rêves. Exerça une pression morale.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Réunion. 2. Irréal. 3. Ase. 4. Niche. 5. Se. 6. Entes. 7. Épiérai. 8. Tir. 9. lambe. 10. Errerai. **VERTICALEMENT.** I. Riant. II. Étal. III. Erse. 4. Ap. 5. Ure. 6. Spire. 7. Nè. 8. Nèpe. 9. Ré. 10. V. l'ena. Or. Ru. VI. Olivieraies. VII. Centiare. VIII. Nette. Ma. IX. Si. Ter. Bis. X. Idées. Pesa.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47**Publicité** Comédiance. Silvère Magnon, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité ; l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 3 juin 2024 31 247 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



FORUMS
DE l'Humanité SPÉCIAL LOGEMENT

Lundi 17 juin 2024
au Pavillon de l'Arsenal
Paris (4^e) 9h - 12h30

INVITATION

3^e
ÉDITION

Peut-on faire face à la crise du logement ?

Depuis l'automne 2022, le secteur du logement est entré dans la tourmente. Quels leviers actionner pour affronter cette crise ? Quel rôle doivent jouer État et collectivités ?

Et si le logement social était la solution ?

Alors que le modèle du logement social est une réponse évidente à la crise du secteur, le gouvernement actuel freine son développement. Pourquoi ? Quels sont les atouts de ce modèle ? Comment faire face à la demande exponentielle ?

Focus Les effets de la crise sur les conditions de travail.

Avec notamment la participation de :

Stéphane Peu
Député de Seine-Saint-Denis
Marianne Louis
Directrice générale de l'Union sociale pour l'habitat
Patrice Leclerc
Maire de Gennevilliers
Brigitte Ravel
Présidente de la Confédération nationale du logement IDF
Christophe Robert
Directeur général de la Fondation Abbé-Pierre
Pierre Bell-Lloch
Maire de Vitry-sur-Seine
Delphine Valentin
Directrice générale d'IDF Habitat
Jacques Baudrier
Adjoint au logement à la maire de Paris
Jean-Pascal François
Secrétaire fédéral de la CGT construction (...)

Inscriptions et renseignements sur :

www.humanite.fr

« L'appel d'Antraigues-sur-Volane contre l'austérité »

Ce texte, qui vise à la création d'un Fonds européen de développement des services publics, a été initié lors de la réunion publique de la commune ardéchoise organisée le 17 mai 2024.

Réunis à Antraigues-sur-Volane, ville symbole de la France belle, rebelle et internationaliste, nous lançons cet appel qui s'adresse à tout le pays et au-delà. Les urgences hospitalières fermées le soir dans notre département, un manque chronique de soins adaptés en psychiatrie, des déserts médicaux qui s'étendent, ça suffit ! L'Ardèche est aussi un des rares départements à ne pas avoir de transport ferroviaire de voyageurs, les fermetures de classes et le manque d'enseignants y sont chroniques. Nous savons bien que le problème est général et touche l'ensemble des services publics dans tout le pays et même dans toute l'Union européenne. C'est pourquoi nous lançons cet appel à l'ensemble de nos concitoyens, à l'occasion des élections européennes mais aussi au-delà, pour faire bouger le rapport de force. Car, on peut beaucoup en mettant en commun les forces des peuples d'Europe pour le progrès social. Nos services publics partout sont exsangues. Un tournant d'austérité renforcée a été pris par la Banque centrale européenne (BCE) dès 2022, il est conforté par le pacte budgétaire européen, adopté par les gouvernements des différents pays de l'UE (via leurs ministres des Finances). Le gouvernement français, comme tous ceux de l'Union européenne, s'est empressé de le mettre en œuvre (deux fois 10 milliards d'euros de restrictions en 2024 et 20 milliards d'euros annoncés pour 2025). C'est inadmissible. Il affaiblit nos services publics encore plus. Il démultiplie les souffrances, enfonce nos concitoyens et nos pays dans les difficultés. Il empêche de relever les défis écologiques, sociaux et humains auxquels nous devons faire face. C'est cela qui renforce les tensions sociales, la désespérance et donne du grain à moudre à l'extrême droite, à la désignation de boucs émissaires et au racisme.

Pour l'hôpital, l'éducation, les transports ferroviaires (fret et voyageurs), la recherche, l'écologie et bien d'autres, il faut des milliards d'euros. Ils doivent être mis en priorité dans la formation, la création d'emploi, les salaires et non dans la finance, le capital et les armes. Cela, dans tous les pays de l'Europe, à l'encontre de tous les nationalismes et égoïsmes. Notre gouvernement doit abandonner ses projets d'austérité et s'engager vers un développement massif et ambitieux des services publics.

La BCE peut et doit avancer les milliards nécessaires au plus vite. C'est nécessaire et efficace. Il faut une tout autre utilisation de l'argent de la BCE. C'est l'argent commun, créé par une institution publique. Une véritable Union européenne, solidaire, doit ainsi mettre en commun de façon démocratique les forces des différents pays pour le progrès social et non pour l'austérité.

Nous demandons des embauches et formations massives pour développer les services publics (dont, en France, 100 000 soignants à l'hôpital, 20 000 formations de médecin par an, 90 000 enseignants, mais aussi dans les collectivités, à la SNCF, dans les transports publics, dans le service public de l'environnement)...

Nous demandons tout particulièrement des « prérecrutements » pour la santé, l'éducation et le transport ferroviaire de fret et de voyageurs, c'est-à-dire l'ouverture de places de formation dans ces filières, avec une rémunération pour les étudiant-e-s, un engagement d'embauche au statut par le service public et un engagement de l'étudiant-e à travailler dans le secteur public pour un temps déterminé, avec reconnaissance de la formation jusque dans le salaire. Nous demandons un accès de tous les personnels des services publics à une formation et l'ouverture d'un chantier de transformation de celle-ci.

Pour financer cela, nous demandons la création d'un Fonds européen de développement solidaire des services publics, financé par la création monétaire de la BCE (l'article 123-2 du traité sur le fonctionnement de l'UE le permet), finançant à 0 % les États de toute l'Union européenne, s'ils développent l'emploi et la formation dans leurs services publics, sous contrôle démocratique des représentants des salariés et des usagers, des élus nationaux et européens.

Nous nous adresserons à toutes les forces progressistes, associatives, syndicales pour élargir cet appel dans toute l'Union européenne. ■

Appel initié par : Appy-Courtois Christine, retraitée, Ayzac ; Auvity Anne, retraitée, Antraigues-sur-Volane ; Aymard-Sautel Laurence, employée de banque, retraitée, Antraigues-sur-Volane ; Belghit Catherine, infirmière hospitalière, retraitée, Sanilhac ; Belghit Patrick, responsable associatif, Sanilhac ; Beltramin Élisabeth, infirmière hospitalière, retraitée ; Juvinas Beltramin Mario, retraité, Juvinas ; Boccara Frédéric, économiste, membre honoraire du Cese, candidat aux élections européennes sur la liste PCF-Gauche unie pour le monde du travail, membre CEN du PCF ; Bomba Danielle, retraitée, Chomérac ; Gardant Jean-Jacques, enseignant, retraité, secrétaire de la section du PCF, Aubenas ; Jouanny Élisabeth, retraitée, Antraigues-sur-Volane ; Krief Claudie, infirmière hospitalière, retraitée, Vals-les-Bains ; Krief Jean-Paul, employé de banque, ex-secrétaire national CGT groupe Caisse d'épargne, retraité, Vals-les-Bains ; Mussot Aurore, assistante d'élèves en situation de handicap, Vesseaux ; Soares Mathieu, salarié, association environnement, secrétaire départemental PCF Ardèche, Jaujac ; Tomada Claire, adjointe PCF au maire de Vallées-d'Antraigues-Asperjoc, Antraigues-sur-Volane ; Tomada Gilbert, retraité, Antraigues-sur-Volane.

PARMI LES 2 000 PREMIERS SIGNATAIRES

Artigue Aurore, assistante économique et sociale, candidate élections européennes sur la liste PCF-Gauche unie pour le monde du travail, Hautes-Pyrénées ; **Aknine Xavier**, médecin, ancien président de l'Unef (ex-Renouveau) ; **Bell-Lloch Pierre**, maire (PCF) de Vitry-sur-Seine ; **Beaufils Marie-France**, sénatrice honoraire (PCF), ancienne maire de Saint-Pierre-des-Corps ; **Bodin Thierry**, syndicaliste CGT Sanofi ; **Caremier Cyril**, statisticien, CGT, statistique publique ; **Davisse Françoise**, documentariste ; **Debarges Viviane**, infirmière, retraitée, CGT santé action sociale ; **Dimicoli Yves**, économiste, ancien membre du comité exécutif national du PCF ; **Denape Thalia**, professeur SES, membre du CN du PCF ; **Doz Gilles**, maire (PS) Vallées-d'Antraigues-Asperjoc ; **Durand Jean-Marc**, candidat élections européennes sur la liste PCF-Gauche unie

pour le monde du travail, Romans-sur-Isère ; **Durand Denis**, directeur d'Économie et Politique, membre du CN du PCF ; **Franco Hélène**, magistrate, syndicaliste, cofondatrice du Parti de gauche, Paris ; **Gasc Sébastien**, syndicaliste SNCF, CGT ; **Gori Roland**, psychanalyste ; **Gwizdak Stéphanie**, ingénieure, déléguée syndicale CGT Thales ; **Hallinger Patrick**, coprésident de la Convergence services publics ; **Joly Pascal**, syndicaliste CGT ; **Kaldor François**, avocat ; **Khallouk Fatima**, candidate élections européennes sur la liste PCF-Gauche unie pour le monde du travail, Alfortville ; **Lair Jef**, syndicaliste, CGT fonction publique territoriale ; **Launay Dominique**, syndicaliste, CGT transports ; **Leclerc Patrice**, maire PCF de Gennevilliers ; **Leflon Michèle**, présidente de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité ; **Lejeune Sylviane**, syndicaliste,

ancienne dirigeante de l'Ugict-CGT ; **Limousin Michel**, médecin, directeur de centre de santé municipal ; **Mathurin Isabelle**, coprésidente de la Convergence services publics ; **Mazauric Marion**, éditrice, Gard ; **Medouakh Nordine**, gilet jaune, Bayonne ; **Mills Catherine**, économiste, maître de conférences honoraire, université Paris-I Panthéon-Sorbonne, codirectrice d'Économie et Politique ; **Montangon Maryse**, infirmière, responsable commission santé protection sociale, PCF ; **Prudhomme Christophe**, praticien hospitalier, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France, hôpital Avicenne, Bobigny ; **Riwan Claude**, syndicaliste, CGT Orange ; **Rizzi Michel**, syndicaliste, CGT-RATP, retraité ; **Rouchy Fabienne**, syndicaliste Banque de France, CGT, membre du Conseil économique, social et environnemental (Cese) ;

Sultan Philippe, membre du CA de la Fondation Copernic ; **Tejas Patricia**, syndicaliste CGT finances ; **Ternant Évelyne**, économiste, membre du Comité exécutif national du PCF ; **Ternant Muriel**, professeure de physique-chimie, conseillère régionale, Bourgogne-France-Comté, membre du Comité exécutif national du PCF ; **Thirion Nicolas**, syndicaliste, CGT finances, membre CA de la Fondation Copernic ; **Toulouse Jean-Michel**, ancien directeur d'hôpital ; **Tournebise Alain**, économiste, syndicaliste CGT énergie ; **Wurtz Francis**, député européen honoraire (PCF) ; **Yee Chong Tchi Kan Ary**, instituteur, retraité, candidat du Parti communiste réunionnais (PCR) sur la liste PCF-Gauche unie pour le monde du travail.

Pour signer la pétition :
www.change.org/ServicesPublicsBCE



Le fonctionnaire bruxellois maîtrise l'anglais, le néerlandais, le danois et l'italien. « Je peux parler de pêche, d'économie ou de transports dans la même journée. »
BOB REIJNDERS/MEI-REA

« **O** nest un peu comme un arbitre de football. Quand est-ce qu'on parle de l'arbitre ? C'est quand sa prestation a été moins bonne. Nous, c'est

la même chose, on est bons quand on nous a entendus sans remarquer qu'on était là. » Laurent Massaut revendique ce côté homme de l'ombre qu'il a découvert en suivant les cours de la faculté de traduction et d'interprétation de Mons, la région belge d'où il est originaire. « Il nous fallait rester assis en cabine et, là, j'ai remarqué que c'était quelque chose qui me plaisait, ce rôle d'acteur caché, toujours en coulisse, qui permet aux gens de se faire comprendre », explique-t-il. Ses études terminées, il démarre comme interprète free-lance dans les institutions européennes de Bruxelles. Le Parlement européen emploie actuellement 1 500 interprètes free-lance, en plus des 250 fonctionnaires dont fait désormais partie Laurent, qui a réussi le concours. Il a intégré la « cabine française », soit le groupe d'interprètes dont la langue maternelle est le français, et qui a pour mission de traduire en français l'une des 23 autres langues officielles du Parlement. Laurent maîtrise le danois, l'anglais, le néerlandais et l'italien. « J'ai grandi dans une famille purement monolingue, dans un environnement qui n'était pas du tout multilingue », précise-t-il.

Par rapport à d'autres organisations internationales, comme l'ONU, où seules six langues officielles sont reconnues, le Parlement européen pratique un multilinguisme

Laurent Massaut, voix d'Europe

C'est l'un des 250 interprètes titulaires qui traduisent en direct les propos des eurodéputés dans l'Hémicycle et les commissions de travail. Sans eux, les élus ne pourraient ni se comprendre ni se faire entendre des citoyens.

radical, dans la mesure où non seulement chaque député peut s'exprimer dans sa propre langue, mais aussi obtenir les traductions de tout ce qui émane du Parlement.

TOUS LES TEXTES OFFICIELS SONT TRADUITS EN 24 VERSIONS

L'idée est que tout citoyen de l'Union puisse devenir député, même s'il ne parle aucune langue étrangère, « les députés étant élus pour représenter les intérêts des électeurs, et non en fonction de leur maîtrise des langues ». Les prises de parole dans l'Hémicycle sont donc interprétées simultanément dans 24 langues, et tous les textes officiels sont traduits en 24 versions, ce qui représente en tout 552 combinaisons linguistiques possibles ! Le Parlement européen est ainsi le plus grand service d'interprétation au monde. Une véritable tour

de Babel, mais qui fonctionne. « Puisque la plupart des réunions sont disponibles sur Internet, on permet aux citoyens de suivre ce que disent leurs élus, mais aussi les élus des autres groupes politiques et ceux qui les interpellent. Je pense qu'on est assez conscients, en tant qu'interprètes, d'être nécessaires et de contribuer à l'aspect démocratique de l'UE », estime Laurent Massaut.

L'interprète explique aussi que chaque séance plénière, qui se déroule du matin au soir, est une vaste course de relais au cours de laquelle les membres de la « cabine française », comme ceux des 23 autres « cabines », se succèdent en branchant leur micro pour traduire, en fonction de la langue parlée par le député qui s'exprime, et de la langue que chaque interprète comprend. Un travail qui exige une grande concentration et des

relais incessants, « toutes les demi-heures au grand maximum, parfois tous les quarts d'heure, ou parfois encore plus fréquemment ». Ce qui exige beaucoup de préparation avant les débats. « Je peux très bien parler de pêche, d'économie ou de transports dans la même journée. J'épluche l'ordre du jour avant chaque session. Il faut bien se renseigner pour limiter au minimum la part d'inattendu, même si la difficulté, c'est que tout peut être dit à tout moment », explique-t-il.

« JE PRÉFÈRE LES ORATEURS QUI S'EXPRIMENT LIBREMENT »

D'autant que, pour Laurent Massaut, le traducteur doit tenter de restituer non seulement les mots, mais aussi l'ambiance de la scène parlementaire. « Nous devons faire passer tout ce qui n'est pas verbal, parce que la personne qui nous écoute avec un casque n'entend pas les tons des voix dans l'Assemblée. Si vous regardez vers les cabines quand vous êtes dans les tribunes, vous verrez qu'il y a toute une gestuelle des interprètes qui accompagne justement ce ton des orateurs qu'ils veulent restituer. » Et le plus difficile est sans doute de rendre fidèlement l'humour d'une langue maniée par les députés. « Quand certains prennent la parole, on sait tout de suite que cela va être un défi pour cette raison. Ce qui n'empêche pas que je préfère les orateurs qui s'expriment librement, plutôt que ceux qui lisent leur intervention », ajoute Laurent Massaut, qui prévient qu'il faut une grande résistance au stress pour faire son métier. « Il faut même aimer la tension et l'adrénaline ! » confie-t-il. ■

JEAN-JACQUES RÉGIBIER